



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

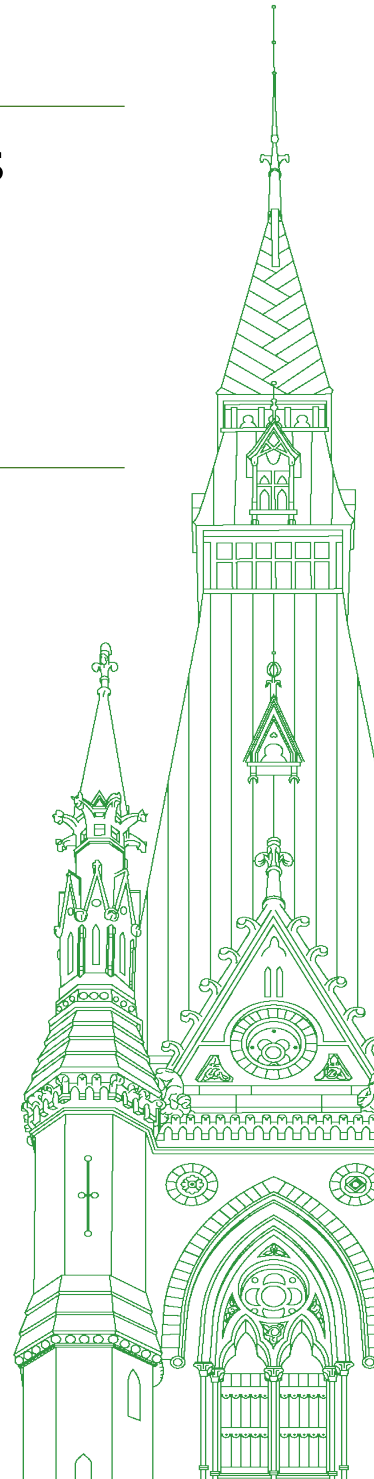
Comité permanent des ressources naturelles

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 016

Le vendredi 12 mars 2021

Président : M. James Maloney



Comité permanent des ressources naturelles

Le vendredi 12 mars 2021

• (1300)

[Traduction]

Le président (M. James Maloney (Etobicoke—Lakeshore, Lib.)): Je déclare la séance ouverte.

Tout d'abord, je vais faire un peu d'autopromotion en souhaitant à tous un joyeux Mois du patrimoine irlandais. C'est le mercredi 10 mars que la Chambre a déclaré le mois de mars Mois du patrimoine irlandais, une première dans l'histoire canadienne dont je suis extrêmement fier.

Je vous souhaite la bienvenue à tous. Je vous remercie de vous joindre à nous. Nous tenons aujourd'hui la 16^e séance du Comité permanent des ressources naturelles.

Avant d'accueillir nos témoins, j'aimerais souligner la présence de certains députés qui agissent à titre de remplaçant. Je remercie MM. Lauzon et McDonald, ainsi que Mme Falk, de se joindre à nous.

Nous allons maintenant entendre les témoins. Conformément aux motions que nous avons adoptées lors de notre dernière séance, tous les témoins ont effectué les essais techniques requis afin d'assurer la meilleure qualité sonore possible; leur casque d'écoute fonctionne, de même que les services d'interprétation. Tout devrait être conforme aux exigences, alors nous ne devrions pas avoir de difficultés.

Cela dit, j'invite les témoins à s'exprimer dans la langue officielle de leur choix. Vous devriez voir un petit symbole pour l'interprétation au bas de votre écran. Vous pourrez l'utiliser au besoin. Assurez-vous d'y avoir accès. La séance se déroule sur Zoom. Les membres du Comité sont maintenant habitués à cette façon de procéder.

Je demanderais toutefois à nos témoins de faire preuve de patience, car il se peut qu'il y ait un petit décalage en raison de l'interprétation. Je vous demande d'attendre que la personne qui parle ait terminé avant de répondre ou de poser une question.

En cas de difficultés, n'hésitez pas à me faire signe. Puisque mon rôle est de veiller au bon déroulement de la séance, il est possible que je sois dans l'obligation de vous interrompre si vous dépassez le temps accordé à votre déclaration ou à la période de questions et réponses qui suivra. Je m'excuse à l'avance.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à nos cinq groupes de témoins. Nous avons avec nous des représentants de BMO Marchés des capitaux, de Cameco, du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec, de Métaux Torngat et de Vale Canada Limitée.

Je vous remercie d'avoir pris le temps de venir témoigner devant nous aujourd'hui.

Chaque groupe se verra accorder cinq minutes pour faire sa déclaration liminaire. Une fois les exposés terminés, nous passerons à la période de questions.

Je suivrai l'ordre de comparution figurant dans l'ordre du jour.

Monsieur Bahar, de BMO Marchés des capitaux, c'est vous qui allez ouvrir le bal.

M. Ilan Bahar (directeur général et cochef, Mines et métaux mondiaux, BMO Marchés des capitaux): Merci, monsieur le président.

Bonjour. Je m'appelle Ilan Bahar. Je suis cochef du groupe Mines et métaux mondiaux, Investissements et services bancaires aux entreprises, à BMO Marché des capitaux. Je vous remercie de m'avoir invité à témoigner devant vous aujourd'hui. Nous sommes très heureux, à BMO, de pouvoir participer à l'étude de votre comité, qui arrive à point nommé.

Comme vous le savez, le secteur minier est une pierre angulaire de l'économie canadienne. La contribution du secteur minier au PIB du Canada a atteint 72 milliards de dollars en 2018, soit environ 3,5 % du PIB total. Le secteur procure des emplois à plus de 626 000 Canadiens, et 16 500 de ces emplois sont occupés par des Autochtones.

BMO maintient depuis longtemps une position de chef de file mondial dans le secteur des métaux et des mines, et a été reconnue comme la meilleure banque d'investissement dans ce domaine par le magazine *Global Finance* au cours des 12 dernières années, y compris l'année dernière.

Nous sommes aussi très fiers de nos efforts pour contribuer à la place de plus en plus importante qu'occupe le Canada sur la scène internationale pour ce qui est des pratiques environnementales, sociales et de gouvernance. Pour ne citer qu'un exemple, BMO figure au palmarès de 2021 des 100 sociétés les plus durables au monde de *Corporate Knights* et est la banque la mieux classée en Amérique du Nord sur la liste. BMO ne cesse de prendre de l'importance dans le domaine du financement durable. Elle a entre autres agi à titre de cochef de file, en collaboration avec la Banque mondiale, dans le cadre de l'émission d'une obligation de cinq ans de 8 milliards de dollars pour le développement durable. Mercredi dernier, BMO a annoncé qu'elle s'engageait à aider et à guider ses clients dans leur transition vers un monde carboneutre.

Je mentionne ces éléments parce que le respect des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance s'est révélé être l'une des clés de la réussite future du secteur des métaux et de l'exploitation minière, alors que des possibilités uniques s'offriront au Canada. Il s'agit d'occasions de créer une nouvelle ère d'investissement dans le secteur minier et dans les secteurs industriels et manufacturiers émergents, de protéger les sources de minéraux critiques, de renforcer les chaînes d'approvisionnement, et de stimuler la compétitivité canadienne tout en jouant un rôle de premier plan dans la transition vers des technologies propres telles que les batteries des véhicules électriques, qui sont essentielles à une économie carboneutre.

Le Canada possède l'expertise nécessaire dans tous les aspects de l'exploitation minière pour relever ce défi déterminant du XXI^e siècle. Le gouvernement fédéral a renouvelé son engagement envers cet objectif, tant dans l'accord conjoint révisé avec les États-Unis le mois dernier que dans les lettres de mandat que le premier ministre a adressées au ministre des Ressources naturelles, Seamus O'Regan, et à d'autres ministres.

Pour aller de l'avant, nous croyons que nous devons surtout nous concentrer sur deux domaines. Premièrement, tous les ordres de gouvernement au Canada doivent s'engager à collaborer pour simplifier le processus réglementaire dans le secteur minier. À notre avis, il est essentiel d'avoir un système de réglementation transparent, prévisible et simplifié qui favorise la collaboration entre tous les ordres de gouvernement. Lorsqu'il est question d'environnement et d'investissements étrangers, BMO privilégie une réglementation qui concilie soigneusement les réalités commerciales et économiques avec les préoccupations du public en matière de conservation, de sécurité publique, de sécurité nationale et d'autres questions connexes.

Deuxièmement, le gouvernement pourrait examiner l'ensemble des programmes de soutien fiscal, réglementaire et financier afin de déterminer les moyens les plus efficaces d'encourager l'investissement dans le secteur des métaux et de l'exploitation minière au Canada. Par exemple, le gouvernement fédéral pourrait accorder du financement aux entreprises qui se consacrent à la découverte et à l'exploitation des métaux et des minéraux essentiels aux progrès des technologies vertes ou encore envisager de bonifier le crédit d'impôt pour l'exploration minière et les incitatifs liés aux actions accréditatives dans le but de faire du Canada un chef de file mondial dans le développement des minéraux critiques utilisés dans la fabrication de batteries.

À BMO, nous soutenons bien sûr l'objectif d'exploiter au maximum notre avantage concurrentiel dans le secteur minier pour accélérer la croissance économique. Selon l'ancien ministre de l'Innovation Navdeep Bains, cet avantage s'étend « de la mine au transport ». Par conséquent, nous devons reconnaître que les initiatives environnementales, sociales et de gouvernance de notre secteur minier, qui sont largement reconnues comme la norme mondiale, attirent de plus en plus les pays du monde entier qui recherchent des minéraux critiques produits de manière éthique pour leurs technologies propres. Cette situation, combinée au désir de nombreux pays de s'assurer un approvisionnement en minéraux provenant de pays ayant des valeurs politiques et économiques similaires, confère au Canada un net avantage en tant que source optimale de minéraux critiques dans un contexte de relance post-COVID. Pour les pays qui doivent s'assurer une source de minéraux critiques pour lutter contre les changements climatiques, le Canada peut et doit être la solution.

Avec des régimes fiscal et réglementaire qui encouragent l'investissement, il ne fait aucun doute que le Canada possède les compétences entrepreneuriales, les matières premières et l'engagement envers la croissance économique durable qui peuvent renforcer notre leadership mondial dans ce secteur très précieux et important.

Je vous remercie de m'avoir invité à comparaître. Je suis impatient de répondre à vos questions.

● (1305)

Le président: Merci beaucoup, monsieur.

Nous allons maintenant entendre M. Austin, de Cameco.

M. Dale Austin (chef, Relations gouvernementales, Cameco Corporation): Merci beaucoup, monsieur le président.

Bonjour. C'est un plaisir pour moi de comparaître devant le comité aujourd'hui au nom de Cameco pour discuter des minéraux critiques et du rôle du Canada comme source responsable d'approvisionnement alors que nous faisons la transition vers une économie post-COVID sobre en carbone.

Établie à Saskatoon, en Saskatchewan, Cameco est l'un des principaux producteurs mondiaux d'uranium destiné à la production d'énergie nucléaire et la plus grande société d'uranium cotée en bourse. Nous participons à toutes les étapes du cycle du combustible nucléaire, notamment l'extraction minière, le raffinage, la conversion et la fabrication du combustible. Nous exerçons la majorité de nos activités en Saskatchewan et en Ontario, et notre effectif canadien se compose d'environ 2 100 employés et entrepreneurs à long terme. Cameco est fière d'être un élément important des chaînes d'approvisionnement en combustible nucléaire et en minéraux critiques du Canada qui fournissent une électricité fiable et sans émissions en Ontario, au Nouveau-Brunswick et dans le monde entier.

Les secteurs canadiens de l'uranium et du combustible nucléaire peuvent jouer un rôle important dans la reprise économique et la transition vers la carboneutralité en offrant des emplois hautement spécialisés et bien rémunérés, en faisant appel à des fournisseurs dans divers métiers spécialisés et champs d'expertise, et en stimulant l'innovation dans une variété de domaines liés au nucléaire, y compris les petits réacteurs modulaires.

Alors que nous examinons le rôle que les minéraux critiques pourraient jouer dans la reprise économique du Canada, il est important de souligner que Cameco est l'un des plus gros employeurs de travailleurs autochtones au pays. De plus, environ 80 % des biens et services utilisés dans les mines et les usines de Cameco dans le Nord de la Saskatchewan — ce qui représente près de 4 milliards de dollars depuis 2004 — sont fournis par des entreprises autochtones et du Nord. Notre succès repose sur les partenariats fructueux à long terme et le climat de confiance que nous avons établis avec les communautés des Premières nations et des Métis où nous exerçons nos activités. Il est important de reconnaître que les partenariats autochtones seront essentiels à l'essor du secteur des minéraux critiques au Canada.

De nombreuses politiques économiques, énergétiques, environnementales et de sécurité nationale adoptées par le gouvernement du Canada misent sur les minéraux critiques. À défaut d'y avoir accès, il sera difficile d'atteindre les objectifs liés à la carboneutralité, à l'électrification et à la fabrication de véhicules électriques et de batteries. Il est impératif que les discussions sur les minéraux critiques ne se limitent pas aux éléments des terres rares qui sont habituellement associés à l'innovation, au développement et au déploiement de technologies propres.

Cameco ne saurait trop insister sur le fait que l'uranium, compte tenu du rôle important qu'il joue dans la production d'électricité à zéro émission dans le monde et de son importance pour les considérations de sécurité énergétique et nationale de nombreux pays, est un minéral critique. Nous nous réjouissons qu'il fasse partie de la liste qu'a présentée hier le ministre O'Regan.

Mondialement, l'énergie nucléaire nous permet d'éviter près de 2,5 milliards de tonnes d'émissions chaque année. Nous sommes très fiers de notre contribution aux efforts mondiaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Notre uranium peut générer de l'électricité propre et sans carbone; il jouera donc un rôle important dans la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Cameco soutient pleinement le travail en cours dans le cadre du Plan d'action conjoint pour la collaboration dans le domaine des minéraux critiques entre le Canada et les États-Unis, sous la direction de Ressources naturelles Canada. Une approche continentale visant à améliorer la sécurité de l'approvisionnement en minéraux critiques, à minimiser les effets des acteurs étatiques dans le secteur des minéraux critiques et à assurer la compétitivité des industries minières canadiennes et américaines devrait contribuer à attirer des investissements dans les projets d'exploration et d'exploitation minière canadiens, et à stimuler la création d'emplois et la croissance économique après la pandémie.

Le Canada, y compris les travailleurs canadiens qui contribuent au succès de notre industrie, aurait tout intérêt à devenir le fournisseur de choix de divers minéraux critiques dont a besoin l'important marché américain. Nous sommes impatients de travailler avec Ressources naturelles Canada et l'administration américaine pour faire progresser la collaboration dans ce domaine. Avec des activités des deux côtés de la frontière, Cameco a une grande compréhension des défis et des possibilités bilatérales et est prête à faire part de ses expériences aux représentants des deux gouvernements si cela peut être utile.

L'abondance des ressources au Canada a longtemps été un facteur important de la santé financière du pays, de son bien-être socio-économique et de création d'emplois. L'ajout de minéraux critiques aux riches ressources du Canada ne fera que renforcer les contributions économiques du secteur des ressources et notre réputation d'exploitants de ressources responsables qui répondent aux normes environnementales, sociales et de gouvernance des investisseurs. La prospérité économique du Canada est tributaire de notre capacité à exploiter et à exporter de manière responsable et durable nos abondantes ressources naturelles et les produits à valeur ajoutée fabriqués à partir de ces ressources.

Nous félicitons le Canada d'avoir inscrit l'uranium sur sa liste des minéraux critiques. Nous demandons au comité de reconnaître la contribution importante de l'uranium canadien à l'atteinte des objectifs nationaux et internationaux d'assainissement de l'air, de sécurité énergétique et d'économie à faibles émissions de carbone.

• (1310)

Nous avons ici la possibilité d'assurer la sécurité de la chaîne d'approvisionnement en minéraux critiques et d'améliorer la coopération dans le cadre d'initiatives visant à lutter contre les changements climatiques au Canada et aux États-Unis. Nous devrions nous positionner en tant que fournisseur de minéraux critiques de choix pour notre plus grand partenaire commercial et mettre en place des politiques et des règlements qui permettent aux entreprises du secteur des ressources de tirer profit de cette relation.

Je vous remercie du temps que vous m'avez accordé.

• (1315)

Le président: Merci, monsieur Austin.

Je cède maintenant la parole à M. Brosseau.

[Français]

M. Christian G. Brosseau (vice-président, Investissements, Capital structurant, énergie et environnement, Fonds de solidarité des travailleurs du Québec): Bonjour.

Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, je tiens à vous remercier de m'avoir invité à m'adresser à vous aujourd'hui.

Créé en réponse à la crise financière du début des années 1980, le Fonds de solidarité FTQ est aujourd'hui le plus important fonds de travailleurs au Canada avec 15,6 milliards de dollars d'actifs nets. Ainsi, c'est plus de 700 000 Québécoises et Québécois qui sont actionnaires du Fonds, soit l'équivalent d'un travailleur sur six. Pour chaque dollar en crédit d'impôt fédéral accordé à nos actionnaires, nous investissons 8,85 \$ pour appuyer le développement économique et les emplois.

Les investissements du Fonds appuient notamment les entreprises qui procurent des retombées économiques autant au Québec qu'ailleurs au Canada. Le Fonds est présent dans tous les secteurs de l'économie, dont le secteur minier et celui de l'électrification des transports. Notre portefeuille d'investissements compte également plusieurs entreprises qui s'intègrent dans les chaînes de valeur associées au secteur minier ainsi que dans le secteur d'activité visant à décarboniser notre économie. Le Fonds investit dans le secteur minier depuis plus de 25 ans, et ce, indépendamment des cycles économiques. Nous sommes reconnus pour notre expertise et notre réseau de partenaires. Le Fonds s'investit dans le secteur minier, de l'exploration à la transformation, ainsi qu'auprès des sociétés privées et publiques liées à ce secteur.

En ce qui concerne les minéraux critiques, nous sommes d'avis que les gouvernements ont un grand rôle à jouer. Ces derniers sont notamment en mesure d'assumer un risque supérieur à celui que le Fonds peut assumer seul. L'exploitation et la transformation de ces minéraux pourraient requérir la venue de partenaires stratégiques. Sans un appui ciblé des gouvernements tant à l'échelon fédéral que provincial, il pourrait être difficile d'attirer de tels partenaires qui possèdent l'expertise technique nécessaire pour développer ces projets stratégiques.

L'électrification des transports est un tournant structurel dans l'équilibre de l'offre et de la demande pour ces métaux. À cela s'ajoutent aussi les enjeux liés à la production et à la gestion de l'énergie. L'industrie automobile, à titre d'exemple, est notamment préoccupée par l'accès à long terme aux intrants nécessaires à la production des batteries dont on a besoin pour l'électrification de la flotte automobile, de même que par la disponibilité des infrastructures de recharge.

À titre d'organisme citoyen, le Fonds a la volonté et le devoir de contribuer aux efforts visant à décarboniser les transports et l'économie, en plus de participer activement à la transition énergétique juste, par le truchement de stratégies d'investissement responsable et de son engagement social.

Le Fonds s'est donné pour stratégie d'investir, et aussi d'accompagner ses partenaires, dans la mise en valeur des technologies propres ou des technologies qui favoriseront l'adoption de procédés qui réduiront les émissions de gaz à effet de serre. La transformation locale de nos ressources est une première façon d'atteindre cet objectif. La création d'une chaîne de valeur intégrée, qui va de l'exploitation à la transformation, en passant par la conception écologique des produits, en favorisant le recyclage et en développant l'économie circulaire, comporte des éléments incontournables pour décarboniser notre économie, et ce, tout en favorisant la croissance économique et sociale du Québec et du Canada.

De façon générale, le Fonds exerce un effet structurant sur l'économie. Bon an mal an, il représente à lui seul une portion importante des investissements qui sont réalisés en capital de risque et en capital de développement au Québec. La contribution du Fonds se démarque aussi par la poursuite d'objectifs ayant une réelle portée sociale en alliant rendement et croissance inclusive à long terme. Par opposition à une économie où les investisseurs recherchent trop souvent uniquement le rendement financier, le Fonds a élaboré des pratiques d'investissement responsables. La décision d'investir dans une entreprise se fonde sur une analyse des répercussions de cet investissement sur les personnes qui y travaillent, sur l'entreprise même et sur les collectivités où elle a été implantée.

Cette recherche constante de pertinence amène maintenant le Fonds à vouloir contribuer aux grandes priorités de notre temps en accompagnant les entreprises dans les grandes transitions humaines, technologiques et énergétiques qui sont caractéristiques de notre époque.

En conclusion, le Fonds souhaiterait que vous reteniez de notre témoignage d'aujourd'hui que le Fonds est, tout d'abord, un acteur important, un investisseur responsable et un investisseur influent. Le Fonds est un réseau de partenaires des plus importants et nous sommes la voix des PME. Aussi, le Fonds s'engage très activement dans la transition énergétique, dans la décarbonisation de l'économie et dans l'économie circulaire. Autrement dit, le Fonds est un partenaire de choix. Il est à l'avant-scène de l'économie circulaire et de la décarbonisation de l'économie.

Je vous remercie de votre attention.

• (1320)

[Traduction]

Le président: Je vous remercie, monsieur.

Nous allons maintenant entendre M. Fung, de Métaux Torngat.

M. Robert Fung (président, Métaux Torngat Ltée): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du comité et invités, bonjour.

Permettez-moi tout d'abord de souligner que le Canada a ici une occasion de devenir un chef de file mondial dans ce secteur stratégique vital, et c'est une occasion qu'il ne peut tout simplement pas laisser passer. Je vais aborder trois sujets: premièrement, la possibilité de développer une nouvelle industrie essentielle au Canada; deuxièmement, le projet d'extraction de terres rares qui sera réalisé dans le Nord du Québec par Métaux Torngat, dont je suis le président, et qui permettrait notamment au Canada d'être à l'avant-garde d'une industrie essentielle à une économie à faibles émissions de carbone; et troisièmement, les mesures importantes que peut prendre le gouvernement pour profiter de cette occasion dans l'intérêt du Canada.

Les terres rares sont essentielles à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Elles sont un groupement de 17 éléments qui sont des matières premières critiques en raison de leurs utilisations finales très avancées et stratégiques. Elles sont utilisées dans les lasers, les tomodesitométriques, les catalyseurs de réduction des émissions, les télécommunications par fibre optique, les condensateurs en céramique, bref, dans tous les appareils à la fine pointe de la technologie. Cependant, la fabrication d'aimants permanents pour les moteurs électriques, les aérogénérateurs et même pour les haut-parleurs de nos téléphones intelligents demeure l'utilisation la plus importante qui nous permettra de passer à une économie à faibles émissions de carbone. On en a besoin partout.

Les véhicules électriques utilisent des moteurs à aimants permanents en raison de leur rendement supérieur et de leur dimension et poids réduits. Lorsque les constructeurs automobiles canadiens, en fait tous les constructeurs mondiaux, s'engagent à électrifier leurs gammes de véhicules, ils créent une énorme demande pour certains éléments de terres rares. Le Canada a la possibilité d'accroître son approvisionnement sûr en terres rares afin de soutenir la demande de véhicules électriques au Canada, aux États-Unis et dans le monde entier, et ce, d'une façon respectueuse de l'environnement.

Aujourd'hui, la Chine répond à plus de 80 % de la demande mondiale. Nous savons tous que ce n'est pas une situation acceptable sur le plan géopolitique.

Métaux Torngat est une entreprise canadienne qui exploite l'un des plus grands gisements de terres rares au monde, avec le meilleur mélange de terres rares nécessaires à la fabrication d'aimants permanents. Les gisements de cette entreprise sont situés dans le Nord du Québec, à environ 240 kilomètres au nord-est de Schefferville. La stratégie de Métaux Torngat consiste à privilégier la durabilité environnementale dans toutes ses activités et à miser sur la consultation et la collaboration avec les gouvernements et les communautés autochtones dans tous les aspects du projet.

On extraira la roche contenant les terres rares d'une manière durable sur le plan environnemental en utilisant autant que possible l'énergie éolienne. Le concentré de terres rares sera expédié dans des conteneurs à bord des dirigeables hybrides conçus par Lockheed Martin jusqu'à Schefferville, et il sera ensuite transporté par train jusqu'à Sept-Îles et jusqu'à l'usine de traitement dans le parc industriel de Bécancour, entre Montréal et Québec.

L'objectif est de produire des oxydes de terres rares séparées, et Métaux Torngat collabore avec des partenaires qui sont des chefs de file mondiaux des technologies pour réunir l'expertise nécessaire à la production de ces produits chimiques spécialisés et pour développer cette expertise ainsi que la R-D connexe au Canada. Métaux Torngat vise à produire des terres rares séparées à un coût compétitif au Québec en 2025-2026.

Les projets de terres rares comme celui de Métaux Torngat ont besoin de soutien pour se concrétiser et répondre aux besoins du Canada et du monde industrialisé. J'aimerais donc formuler quatre recommandations à cet effet.

Premièrement, il faudrait fixer une échéance à court terme pour l'élaboration et la publication d'une stratégie sur les métaux critiques et les terres rares par Ressources naturelles Canada et Innovation, Sciences et Développement économique Canada. Deuxièmement, le gouvernement fédéral devrait redoubler d'efforts en vue de collaborer avec l'Europe, les États-Unis et le Japon à la création de nouvelles chaînes d'approvisionnement à l'extérieur de la Chine. Troisièmement, on devrait élargir les critères des programmes existants de RNCan et d'ISED pour permettre aux projets de terres rares d'être admissibles à du financement. Quatrièmement, il faudrait fournir une aide financière pour les projets d'exploitation afin de combler le fossé entre l'étape initiale du développement et le financement de la construction.

Ces initiatives contribueraient grandement à mettre en branle ces projets plus rapidement.

Lorsque je lis un rapport sur l'engagement du gouvernement de l'Australie à s'intégrer dans la chaîne d'approvisionnement mondiale en grâce à son fonds de fabrication moderne de 1,3 milliard de dollars, alors que nous, au Canada, avons les ressources naturelles, disposons d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et sommes voisins de la plus grande économie dans le monde industrialisé, je ne peux qu'implorer le Canada d'agir. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser passer cette occasion pour notre pays et pour nos alliés.

• (1325)

Merci, monsieur.

Le président: Merci, monsieur Fung.

Je vais maintenant céder la parole à nos derniers témoins, mais non les moindres, les représentants de Vale. J'ignore qui, de Mme Concepcion ou de M. Merlini, souhaite prendre la parole en premier.

M. Juan Merlini (chef, Marketing et ventes, Vale Canada Limitée): Merci, monsieur le président. Je vais commencer, puis je vais céder la parole à Nancy.

Mesdames et messieurs les membres du comité, bonjour. C'est un plaisir de témoigner devant vous aujourd'hui et d'avoir l'occasion de discuter d'un sujet important: le positionnement du Canada en tant que fournisseur clé de minéraux critiques dans le cadre de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Je m'appelle Juan Merlini. Je suis responsable des ventes et du marketing de la division des métaux de base de Vale. Je suis accompagnée de ma collègue Nancy Concepcion, qui dirige nos équipes de marketing et de recherche pour le secteur des métaux de base.

Avant de commencer, nous aimerions souligner que nous témoignons devant vous aujourd'hui depuis les terres traditionnelles des Anishinabes, des Haudenosaunee, des Hurons-Wendats et des Mississaugas de Credit. Vale aimerait également reconnaître les peuples autochtones dont les terres nous permettent d'exercer nos activités, que ce soit au Manitoba, en Ontario ou à Terre-Neuve-et-Labrador.

Vale est l'une des plus grandes sociétés minières intégrées du monde, dont le siège social mondial est situé à Rio de Janeiro, au Brésil, et dont la capitalisation boursière s'élève à près de 90 milliards de dollars.

Notre entreprise mondiale de métaux de base a une riche histoire qui remonte à 119 ans. Son siège social est situé à Toronto et ses activités s'étendent sur cinq continents. Nous sommes présents à Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et au Manitoba. Vale s'impose comme l'un des plus grands producteurs de nickel de haute qualité et comme un important producteur responsable de cuivre et de cobalt. Par conséquent, nous produisons les métaux qui sont essentiels pour bâtir un avenir plus propre et plus vert.

Nos activités au Canada procurent des emplois à plus de 12 500 Canadiens. Nos contributions directes et indirectes au PIB de l'économie canadienne au cours de la dernière décennie se chiffrent à 43,7 milliards de dollars canadiens, ce qui comprend des investissements en capital de 12,7 milliards de dollars.

Vale Canada produit 97 000 tonnes de nickel, ce qui représente 51 % de la production de nickel du pays. Elle produit plus de 125 000 tonnes de cuivre, ce qui représente 23 % de la production de cuivre du pays. Pour ce qui est des autres minéraux clés pour l'économie à faibles émissions de carbone, Vale Canada produit également plus de 2 000 tonnes de cobalt ainsi que du platine et du palladium.

Vale partage la détermination du gouvernement à décarboniser l'économie canadienne et à créer un avenir plus vert et plus sain pour les Canadiens. Nous avons fixé des objectifs de décarbonisation ambitieux pour toutes les entreprises de Vale dans le monde. D'ici 2030, nous envisageons de réduire de 33 % les émissions de gaz à effet de serre et, d'ici 2050, nous souhaitons atteindre la neutralité carbone. Notre entreprise a annoncé une somme de 2 milliards de dollars pour réaliser ces objectifs ambitieux, et nous sommes déjà en train de définir les projets qui nous permettront d'y arriver.

Ces efforts ont nécessité, et nécessiteront, des changements profonds. J'aimerais souligner que l'entreprise a déjà engagé 1,5 milliard de dollars en Ontario pour assainir l'air que nous respirons. Notre projet Clean AER, un projet de réduction des émissions atmosphériques, est le plus important investissement dans le domaine de l'environnement de l'histoire du Grand Sudbury et a permis de réduire de 85 % les émissions de dioxyde de soufre, de 40 % les émissions de particules métalliques et de 40 % les émissions de gaz à effet de serre de notre fonderie de Copper Cliff. Pour le présent et l'avenir, nous concentrons nos efforts sur l'électrification de notre parc de véhicules, le passage du diesel aux biocarburants et l'étude de la faisabilité du stockage du carbone dans les résidus.

Notre stratégie de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre s'inscrit dans le cadre d'un effort plus large visant à améliorer le rendement environnemental, social et en matière de gouvernance de notre entreprise et de notre industrie. Compte tenu des problèmes liés aux minéraux critiques ailleurs dans le monde, nous croyons que le secteur minier canadien a la responsabilité de donner l'exemple en établissant des relations positives avec les communautés locales et en offrant des avantages aux partenaires autochtones et aux autres parties prenantes là où nous menons nos activités.

Lorsque nous envisageons l'avenir, nous croyons que Vale est bien placée pour contribuer au développement de l'industrie des véhicules électriques. Ici, au Canada, nous produisons trois métaux de base clés: le nickel, le cobalt et le cuivre. Ils sont tous des éléments importants de la chaîne d'approvisionnement de véhicules électriques. Toutefois, pour permettre au Canada de se positionner sur ce marché, il faudra d'abord résoudre certains problèmes importants.

Répondre à la demande croissante sera un défi, en particulier lorsqu'il s'agit du cuivre et du nickel.

Nous devons également établir des relations stratégiques à long terme dans des domaines clés, comme les véhicules électriques, y compris des partenariats avec des universitaires, des institutions, des clients et des fabricants d'équipement d'origine de premier plan qui soutiennent des investissements importants et à long terme. Ces écosystèmes d'innovation et de chaîne d'approvisionnement sont essentiels.

La coordination entre les différents ordres de gouvernement sera également très importante, car la chaîne d'approvisionnement aura besoin d'une coordination fédérale, provinciale et locale pour que nous puissions profiter de cette occasion unique de manière aussi efficace et cohérente que possible.

• (1330)

La mise en exploitation de nouveaux gisements de nickel, de cuivre ou de cobalt exige des capitaux considérables et prend beaucoup de temps. Même dans les pays les plus stables et les plus favorables aux investissements miniers comme le Canada, il faut quand même patienter au moins sept à dix ans entre la découverte d'un gisement viable et sa production commerciale.

Tous ces éléments mettent en évidence le besoin d'avoir le plus de certitude stratégique, de soutien en matière d'octroi de permis, de coordination et d'engagement de la part du gouvernement, ce qui est essentiel à la réussite. Le peu d'attention accordée aux éléments en amont de la chaîne d'approvisionnement et du développement de la transformation connexe et le manque d'investissements nécessaires dans ces domaines limiteront le développement de la chaîne d'approvisionnement des véhicules électriques au Canada.

Nous considérons l'industrie, les fabricants en aval et tous les ordres de gouvernement comme des partenaires et nous devons tous travailler ensemble pour établir une chaîne d'approvisionnement nord-américaine qui demeurera solide.

Je vais passer la parole à ma collègue Nancy Concepcion, qui mettra en lumière le contexte des véhicules électriques.

Le président: Je dois peut-être vous arrêter là, car la limite de temps est de cinq minutes par groupe de témoins. Si vous avez quelque chose de très bref à ajouter, allez-y. Nous allons toutefois devoir passer rapidement aux questions.

Mme Nancy Concepcion (directrice exécutive, responsable du marketing mondial des produits, Vale Canada Limitée): Merci, monsieur le président.

Il y a trois points clés que nous pouvons couvrir. Premièrement, l'industrie des véhicules électriques a clairement franchi le point de non-retour pour l'industrie automobile. Plus de 300 milliards de dollars ont été investis dans la production de modèles de véhicules électriques et les producteurs de batteries ont versé environ 130 milliards de dollars en investissements, il est donc temps de voir des investissements importants dans l'exploitation des ressources pour augmenter l'approvisionnement en matières premières.

Deuxièmement, la localisation des chaînes d'approvisionnement est déjà en cours. Nous avons vu le nombre de centres de production de batteries s'accroître en Europe, au Royaume-Uni, au Canada et aux États-Unis.

Troisièmement, le Canada est essentiellement bien positionné. Je pense que M. Merlini a couvert un bon nombre des points, comme l'ont fait d'autres membres du Comité.

Je les en remercie. Je laisse la parole à M. Merlini pour conclure notre présentation.

M. Juan Merlini: Au nom de Vale et de notre siège social pour les métaux de base ici au Canada, nous vous remercions encore une fois de nous avoir donné l'occasion de témoigner devant le Comité aujourd'hui. Nous serons heureux de répondre à toutes vos questions.

Merci.

Le président: Merci.

Je remercie tous nos témoins. Je pense que c'est la première fois que je n'ai pas eu à interrompre un témoin pour lui demander de conclure sa présentation, je vous en suis donc reconnaissant.

Passons à la première série de questions de six minutes, en commençant par M. McLean.

M. Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Merci, monsieur le président. Permettez-moi d'être le premier à remercier tous nos témoins d'aujourd'hui de nous avoir donné un aperçu de cinq minutes de leurs activités et de l'avenir de l'industrie. C'est très intéressant.

Ma première question s'adresse au représentant de la BMO.

Monsieur Bahar, le Comité a déjà été informé par d'autres témoins qu'une grande partie de l'industrie est contrôlée par des intervenants étrangers qui n'ont peut-être pas l'intérêt du Canada à cœur, notamment la Chine, et que le Canada accuse un retard à l'heure actuelle. J'aimerais bien que vous nous en disiez davantage sur le sujet. Selon Benchmark, la Chine contrôle environ 75 % des éléments critiques. Par conséquent, elle peut inonder le marché à certains moments et limiter les prix afin que beaucoup d'autres petites mines ou mines en développement deviennent très rapidement non rentables.

Pouvez-vous nous dire ce que vous pensez de la situation, s'il vous plaît?

M. Ilan Bahar: Bien sûr. Cela me ferait plaisir. Je vous remercie de votre question.

Je suis ravi d'entendre que des gens comme Benchmark sont venus témoigner devant le Comité, car ce sont des experts dans le domaine de l'offre et de la demande et je pense qu'ils auraient des renseignements fort intéressants à communiquer au Comité.

Pour ma part, il est vrai que je ne passe pas beaucoup de temps à réfléchir à l'offre et à la demande en détail. Je pense plutôt aux marchés financiers, à ce que les investisseurs recherchent et pensent et aux mesures stratégiques envisagées par les entreprises du point de vue des fusions et des acquisitions.

Je pense que j'adopterais l'approche suivante: si des parlementaires, des citoyens, des entreprises ou toute autre personne ont des réserves au sujet de la gouvernance, de la primauté du droit ou du système politique d'un pays donné, il serait logique d'avoir une politique publique qui favorise une plus grande extraction et production de minéraux aux fins d'énergie propre dans un pays de confiance comme le Canada. Comme je l'ai dit dans certains de mes commentaires, je crois que l'industrie est d'avis qu'il existe peut-être des leviers fiscaux, réglementaires, financiers ou autres auxquels elle pourrait recourir pour inciter l'activité nationale.

• (1335)

M. Greg McLean: Monsieur Bahar, je suis désolé, mais le temps dont je dispose est limité.

M. Ilan Bahar: Bien sûr. Ce n'est pas un problème.

M. Greg McLean: Merci de votre compréhension.

Vous avez parlé des outils fiscaux réglementaires que nous pouvons utiliser à cet égard. D'après votre expérience dans le domaine des fusions et des acquisitions, combien d'entre eux représentent un financement initial qui provient d'actions accréditatives canadiennes, notamment des dépenses d'exploration canadiennes, et qui est ensuite retiré après la fusion et l'acquisition par un acteur étranger? En réalité, sur le plan fiscal, nous subventionnons le développement initial pour ensuite le perdre à un stade ultérieur au profit d'un acteur international.

M. Ilan Bahar: D'après mon expérience, je crois qu'il est assez rare qu'une telle situation survienne. Je pense que les actions accréditatives stimulent réellement les activités d'exploration pour un certain nombre de produits. J'estime que les actions accréditatives ont apporté de grands avantages dans l'ensemble du secteur et des marchés financiers.

Je pense qu'un très petit nombre d'actions accréditatives finit par se retrouver dans les poches d'entités étrangères. C'est ma réponse instinctive à la question.

M. Greg McLean: Merci.

Je vais maintenant passer à M. Brosseau.

Monsieur Brosseau, pouvez-vous expliquer l'investissement de votre organisation dans Nemaska? Au début, il y avait évidemment l'espoir de réaliser exactement ce que nous souhaitions accomplir avec Nemaska, c'est-à-dire établir une chaîne de valeur du lithium et ensuite transformer le lithium en produits à plus grande valeur ajoutée dans le cadre de la chaîne d'approvisionnement en batteries. Bien entendu, cela a été un échec cuisant et, si j'ai bien compris, le gouvernement du Québec prévoit investir, par l'intermédiaire de certaines de ses entités, 600 millions de dollars de plus dans la formation de Nemaska.

Pouvez-vous nous donner un aperçu de la situation, s'il vous plaît?

[Français]

M. Christian G. Brosseau: J'aimerais ajouter que le Fonds de solidarité FTQ a effectivement investi dans le gisement de Nemaska Lithium, mais il est un actionnaire minoritaire.

Le fait de nous engager dans l'exploitation et l'extraction des terres rares et des minéraux critiques faisait partie de notre stratégie visant à investir dans la chaîne de valeur des minéraux critiques, comme je le mentionnais tout à l'heure.

Pour ce qui est de l'avenir de cette entité, le Fonds a un rôle très mineur à jouer. C'est vraiment le gouvernement du Québec qui joue un rôle de premier plan dans la relance de la mine de Nemaska.

[Traduction]

M. Greg McLean: Merci beaucoup.

Combien avez-vous investi initialement dans le projet, soit depuis 2013?

[Français]

M. Christian G. Brosseau: Malheureusement, je n'ai pas cette information sous la main.

[Traduction]

M. Greg McLean: D'accord. Merci.

Je vais maintenant passer à M. Fung.

Je vous suis vraiment reconnaissant de tout ce que vous nous dites au sujet de nos recommandations. De plus, en ce qui concerne les exploitations minières que vous envisagez au Nunavik, pouvez-vous nous dire combien de temps il faut pour ouvrir une mine au Canada? Comment les obstacles réglementaires qui freinent l'exploitation dans un pays comme le Canada ont-ils changé et comment pourraient-ils être réduits afin que nous puissions nous rapprocher de l'exploitation de ces ressources en temps réel?

M. Robert Fung: Le gisement se trouve dans le Nord du Québec. Il est essentiellement situé à la frontière entre le Québec et le Labrador.

Le vrai problème pour les entreprises comme la nôtre n'est pas tant la réglementation, car nous pouvons régler les difficultés réglementaires. Le gros problème, surtout dans le domaine propre aux terres rares où la Chine joue un rôle très important et prépondérant, c'est qu'il est extrêmement difficile de financer l'exploitation d'un gisement, le forage du gisement et ensuite la mise en production. C'est à ce moment-là que vous êtes essentiellement le plus vulnérable. C'est à ce moment-là que je recommande au gouvernement d'intervenir pour vous aider à passer de la définition de la ressource à l'obtention des instruments financiers normaux.

• (1340)

M. Greg McLean: Merci.

Le président: Merci, monsieur McLean.

Monsieur Lefebvre, vous avez la parole pour six minutes.

M. Paul Lefebvre (Sudbury, Lib.): Merci, monsieur le président.

[Français]

Je remercie les témoins d'être avec nous aujourd'hui.

[Traduction]

Je participe à la réunion depuis Sudbury. Avant de m'adresser aux représentants de Vale, qui se trouvent à deux pas de chez moi, au bas de la rue, j'aimerais parler très brièvement à M. Bahar, le représentant de la BMO.

Dans votre présentation, vous avez parlé beaucoup de fournisseur de choix. Lorsque vous discutez de ce sujet, vous discutez de l'exploration et de l'extraction et du fait que le Canada peut choisir de devenir un tel fournisseur.

Le Comité tente, entre autres, de déterminer comment il peut maintenir l'ensemble de la chaîne de valeur ajoutée au Canada. Il s'agit toujours d'une question difficile parce que le Canada exploite habituellement ses minéraux. Nous procédons à l'exploration, à l'extraction et parfois à la transformation de ces ressources, puis elles sont généralement exportées. Elles deviennent des intrants à l'étranger et servent à fabriquer des produits que nous rachetons ensuite.

Quelles sont les préoccupations de la BMO en ce qui concerne les investissements?

Pouvez-vous rapidement me donner des idées sur la façon d'atteindre cet objectif au Canada afin que la chaîne de production à valeur ajoutée soit établie au Canada?

M. Ilan Bahar: C'est une excellente question. J'aimerais être mieux placé pour y répondre. Étant donné que je me concentre tellement sur les métaux et les mines — mes clients sont des entreprises d'exploitation de métaux et des sociétés minières —, je porte vraiment mon attention à la première partie de la chaîne de valeur. Je comprends que le temps dont vous disposez est limité et je ne veux pas vous le faire perdre en répondant à cette question, car elle est très vaste.

M. Paul Lefebvre: C'est une vaste, mais importante question, n'est-ce pas?

M. Bahan Ilan: En effet.

M. Paul Lefebvre: Nous pourrions extraire plus de minéraux, ce qui est excellent, mais ils vont quitter le pays. Nous avons ajouté quelques emplois ici dans les domaines de l'extraction et de l'exploration, mais les produits quittent le pays. C'est ce que nous essayons de dire. C'est pour cela que j'aimerais parler aux gens de Vale.

Je sais que nous faisons de la transformation ici, à Sudbury. Qu'avez-vous l'intention de faire? Aimeriez-vous nous faire part de vos idées sur la façon dont nous pouvons faire cela et ce que fait Vale pour explorer les possibilités de créer davantage une chaîne à valeur ajoutée au Canada? Il va sans dire que j'aimerais que ce soit à Sudbury, tout près de chez moi, mais je suis très nationaliste dans mon approche. Cela pourrait être n'importe où au Canada.

Comment nous en assurer? Que faites-vous en ce sens?

M. Juan Merlini: Merci de poser la question, monsieur Lefebvre.

Il existe une énorme possibilité que le secteur nord-américain des véhicules électriques favorise cette chaîne d'approvisionnement au pays, en raison de tous les changements qui s'opèrent actuellement dans le monde et du besoin stratégique de s'assurer de la disponibilité des ressources pour tous les matériaux nécessaires pour les véhicules électriques. Il existe certes une grande chaîne d'approvisionnement en Chine qui continuera de prendre de l'expansion pour ap-

provisionner le reste de l'industrie, mais nous voyons de plus en plus la même chose en Amérique du Nord et en Europe.

Ce que nous faisons? Nous sommes en pourparlers avec tous les joueurs de l'industrie pour nous assurer qu'il y a des possibilités à explorer ici au pays, non seulement au Canada, mais en Amérique du Nord, car la plupart des constructeurs automobiles sont ici. Nous sommes en pourparlers. À l'heure actuelle, notre produit va nécessiter de la transformation, selon l'usage qu'on en fait, mais, je pense qu'il existe une grande possibilité, moyennant une bonne coordination et du soutien, de favoriser cela.

La difficulté, en terminant, est que la demande dépasse de beaucoup ce qui est disponible. Pour favoriser l'offre supplémentaire nécessaire de matériaux, nous aurons besoin de beaucoup de soutien et de coordination. Sinon, l'industrie automobile trouvera d'autres sources pour répondre à ses besoins.

M. Paul Lefebvre: C'est un commentaire vraiment bon. L'une des choses qui nous préoccupent tous est de savoir si cette possibilité est déjà derrière nous, en ce sens que divers pays se tourneraient déjà vers d'autres intrants en raison de l'offre et du temps qu'il faut pour trouver un gisement, d'en extraire le minéral ou le métal et de le traiter. Est-ce que cela représente un risque pour l'avenir?

Qu'en pensez-vous, monsieur Merlini?

M. Juan Merlini: Oui, monsieur Lefebvre, c'est un risque. Nous voyons déjà l'industrie automobile hausser le ton, surtout pour certains matériaux, comme le nickel. On craint qu'il n'y ait pas assez de nickel pour répondre à leurs besoins, ce qui pourrait mener à deux mouvements à défaut de réagir assez rapidement pour en assurer l'approvisionnement. Ils trouveront un autre substitut, d'autres matériaux, pour répondre à leur besoin ou ils encourageront la production dans d'autres régions aptes à répondre à ce besoin. Le risque est réel.

• (1345)

M. Paul Lefebvre: C'est ce qui est arrivé en 2007-2008, lorsque le prix du nickel est monté en flèche et que nous avons le nickel indonésien, ce que nous appelons le nickel brut. Ils en ont inondé le marché pour faire baisser le prix, mais la qualité est complètement différente.

Je comprends cela.

Monsieur le président, combien de temps me reste-t-il?

Le président: Vous avez environ 40 secondes.

M. Paul Lefebvre: D'accord.

Pour continuer sur ce sujet, madame Concepcion, vous avez dit que le Canada est bien placé pour y jouer un rôle, certainement en ce qui concerne les véhicules électriques. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce que Vale pense, en termes stratégiques pour les cinq à dix prochaines années, quant à son rôle dans l'espace des véhicules électriques.

Mme Nancy Concepcion: Merci de poser la question. Oui, je peux en parler.

Cela tourne vraiment autour d'un plan à court terme visant à tirer parti des ressources existantes au Canada pour répondre à la demande des joueurs, surtout les constructeurs automobiles, qui s'adressent à nous pour s'approvisionner. Ensuite, je pense, il y a un plan à plus long terme qui tient compte du fait que nous avons des ressources au Canada qu'il serait fantastique d'exploiter et qui n'ont pas été rentables jusqu'à maintenant et qui pourraient, à long terme, satisfaire une partie beaucoup plus grande de la demande, surtout d'un point de vue local et régional.

Nous travaillons sur ces deux fronts, à la fois à court terme pour apporter immédiatement des changements, puis à long terme pour déterminer comment nous allons procéder pour améliorer la rentabilité d'un gisement qui pourrait ne pas avoir été financièrement viable par le passé.

M. Paul Lefebvre: Merci.

Le président: Merci, monsieur Lefebvre.

Monsieur Simard, c'est à votre tour.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Comme tout bon Québécois qui se respecte, je connais très bien le Fonds de solidarité FTQ, puisque j'y ai investi des fonds pour le REER, moi aussi.

Monsieur Brosseau, vous avez mentionné plus tôt que le gouvernement avait peut-être un rôle à jouer relativement aux risques associés aux nouvelles technologies qui prendront forme par suite de l'exploitation des minéraux critiques, en particulier dans le domaine de l'électrification des transports.

Le Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025 prévoit un investissement de 90 millions de dollars au cours de cette période de cinq ans. Grâce à ses ressources en hydroélectricité et au fait que le Québec se trouve à proximité de marchés importants, comme les États-Unis et l'Europe, la province est très bien placée pour voir se développer cette électrification des transports.

Vous avez parlé tantôt du rôle des gouvernements. Comment voyez-vous le rôle du gouvernement fédéral dans cette stratégie d'électrification des transports?

M. Christian G. Brosseau: Comme je le mentionnais tout à l'heure, pour exploiter l'ensemble de la filière, de l'exploration jusqu'à l'électrification, il est et il sera nécessaire d'investir énormément de capitaux. Les gouvernements, tant à l'échelle provinciale que fédérale, participent aux projets. Toutefois, l'importance des capitaux en jeu est telle que les entreprises et les fonds d'investissement comme le nôtre, le Fonds de solidarité FTQ, ne peuvent pas prendre les risques qui y sont associés. Cela dépasse notre capacité financière.

Les gouvernements doivent savoir qu'il est possible d'intervenir et d'appuyer ce secteur afin de lui permettre de se développer, comme l'a fait le gouvernement du Québec.

Nous vivons un chambardement technologique important, une nouvelle ère industrielle, où les nouvelles technologies requièrent énormément de capitaux et de dépenses. Avant d'en arriver à des situations où les coûts sont bien amortis et avantageux pour l'ensemble de l'économie, il doit y avoir des interventions gouverne-

mentales ciblées quant à l'exploration, mais aussi, principalement, à la transformation.

Il faut également des programmes qui favoriseraient davantage le recyclage. Il faut appuyer les nouvelles technologies portant sur le recyclage des piles, par exemple. C'est bien de parler de l'exploration et de l'exploitation, cela fait partie de notre ADN au Canada et je le comprends très bien. Cependant, si nous voulons jouer un rôle dans la chaîne de valeur totale, il faut s'engager dans tous les secteurs de cette chaîne, pas seulement en amont. Cela englobe non seulement la transformation et l'exploitation, mais aussi le recyclage et l'économie circulaire liée à ces métaux.

Par définition, les métaux sont des ressources naturelles malheureusement limitées. Il faut donc prendre en compte l'ensemble de la chaîne, et les gouvernements ont un rôle à jouer. Ils peuvent nous épauler en proposant de la réglementation ou des programmes visant à réduire les risques et les coûts en capitaux associés aux investissements massifs dont nous avons besoin.

• (1350)

M. Mario Simard: Nous savons que la conjoncture donnera probablement lieu à des occasions d'affaires. Il y aura un plan de relance du gouvernement fédéral. C'est donc le moment de donner une orientation à l'économie.

L'électrification des transports permet de réduire les émissions de carbone. Si nous voulons une économie fondée sur de faibles émissions de carbone, l'électrification des transports est quand même assez intéressante à cet égard.

Par le passé, le gouvernement fédéral a lancé l'idée d'une supergrappe en intelligence artificielle. Compte tenu du plan de relance, ne serait-il pas temps de réfléchir à cette supergrappe, qui pourrait être celle de l'électrification des transports, entre autres? Cela pourrait être une avenue intéressante.

Vous n'en avez pas parlé, mais vous devez participer à certains projets. Je pense, par exemple, à celui de la compagnie Lion électrique, au Québec, qui est assez intéressant.

Pouvez-vous nous parler également des projets auxquels participe le Fonds de solidarité FTQ, plus particulièrement dans le domaine de l'électrification des transports?

M. Christian G. Brosseau: Vous constaterez dans le mémoire que nous avons déposé que notre entreprise est engagée indirectement dans des entreprises, comme la compagnie Lion électrique, par d'autres fonds d'investissement. Cela fait vraiment partie de notre stratégie d'investissement.

Cependant, nous n'abordons pas ces questions uniquement sur le plan de l'électrification des transports. Nous pensons de façon plus globale. Nous essayons de nous engager dans une stratégie visant à carrément décarboniser les transports. Nous savons très bien que l'électrification, c'est bon pour les voitures de M. et Mme Tout-le-Monde, la population en général. Cependant, ce n'est pas une filière aussi efficace pour ce qui est du transport lourd. Il faut donc plutôt s'interroger sur la manière de décarboniser le transport lourd.

Il faut en faire autant pour les processus industriels, qui sont aussi importants puisqu'ils sont de grands consommateurs et émetteurs de gaz à effet de serre. De nos jours, on parle beaucoup d'exploration minière aussi. Nous sommes en train d'étudier certaines technologies et nous établissons des partenariats pour voir comment électrifier ou décarboniser l'exploration et l'exploitation minières. Cela fait partie de notre stratégie globale de décarbonisation de l'économie. Il ne s'agit donc pas uniquement d'électrification.

M. Mario Simard: Me reste-t-il du temps, monsieur le président?

[Traduction]

Le président: Non. En fait, vous avez terminé juste à temps.

Monsieur Cannings, c'est à votre tour.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Merci, monsieur le président.

J'aimerais remercier les témoins d'être venus. Nous avons eu une discussion fort intéressante jusqu'à maintenant.

Je vais commencer par Mme Conception.

On dirait qu'à quelques reprises, vous vous êtes retrouvée à parler à la fin d'une période de questions et que vous n'avez pas eu le temps de dire vraiment ce que vous vouliez dire.

Je vais revenir au sujet des véhicules électriques. Vous avez dit que nous avions atteint le point de non-retour. Un récent sondage a montré que 70 % des Canadiens songeaient sérieusement à se procurer un véhicule électrique la prochaine fois qu'ils achèteraient une voiture et que le Canada était bien placé pour en tirer parti.

Plus tôt lors de cette étude, nous avons entendu Eagle Graphite, qui a une mine dans ma circonscription. James Deith a parlé de la difficulté que cela cause de ne pas avoir de chaîne de valeur au Canada pour acheter et vendre ses produits et de devoir les vendre ailleurs et du fait que la Chine contrôlait une partie essentielle de cette chaîne.

Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet? Comment le Canada et, peut-être le gouvernement, pour être plus précis, peuvent-ils stimuler cela? Que pouvons-nous faire pour développer cette chaîne de valeur, qu'on parle de graphite, de nickel, de cobalt ou de tout autre élément de terres rares dont nous avons entendu parler?

Mme Nancy Conception: Plusieurs voies sont possibles pour le développement. Il est important de comprendre que cette chaîne d'approvisionnement se développera naturellement, en suivant les constructeurs automobiles. À mesure qu'ils passeront à la production de véhicules électriques, la chaîne d'approvisionnement se construira autour d'eux. C'est simplement plus commode. Cela réduit les émissions et les empreintes carbone.

Il y a des composantes qui indiquent que la plus grande partie de la Chine contrôle la transformation de nos métaux dans nos matériaux. Je parle de l'ensemble des métaux. Ils sont extraits par un grand nombre de pays, mais ils sont envoyés en Chine pour la transformation.

Nous devons assurément prendre de l'expansion. Non seulement devons-nous promouvoir la fabrication de véhicules électriques auprès des industries automobiles, ce qui suppose de les promouvoir auprès des consommateurs, mais nous devons aussi soutenir le développement de la chaîne d'approvisionnement. La transformation

des minéraux, le développement des éléments de batterie, des matériaux pour batteries, tout cela doit être pris ensemble et encouragé.

On assiste en réalité à la création de plaques tournantes autour des batteries. Il s'en forme partout dans le monde, surtout en Europe, ce qui est nouveau, mais il commence à s'en former en Amérique du Nord.

• (1355)

M. Richard Cannings: Merci.

Je veux maintenant passer à M. Fung.

Vous avez parlé de l'engagement de l'Australie à développer ces chaînes de valeur et les activités portant sur les minéraux critiques. Pourriez-vous nous en dire plus sur ce que l'Australie fait et ce que le Canada devrait faire en ce sens?

M. Robert Fung: Ce que je constate jusqu'à maintenant, c'est qu'au Canada, nous parlons des batteries. Tout le monde oublie qu'une voiture a besoin d'énergie pour fonctionner, à savoir d'aimants permanents pour les moteurs électriques.

Ce qui se passe en Australie est en réaction à ce que les États-Unis tentent de faire. Les États-Unis tentent de se positionner comme principale chaîne d'approvisionnement pour tous ces produits aux États-Unis. Les deux pays qui fournissent ces éléments de terres rares sont l'Australie et le Canada. L'Australie a tout de suite répondu à la demande de l'ex-président américain pour bâtir une chaîne d'approvisionnement. L'Australie a agi très rapidement.

En fait, l'Australie a créé un bureau spécialisé au sein du gouvernement pour s'occuper de ces métaux critiques. Toute petite entreprise australienne peut s'adresser à ce bureau gouvernemental, qui l'aidera à obtenir des fonds. C'est le premier volet. Le deuxième volet est essentiellement ce que je suggérais que nous fassions au Canada. Ils ont dit essentiellement qu'ils donneraient à ce secteur en particulier accès à leur fonds manufacturier moderne de 1,3 milliard de dollars.

Les Australiens, qui sont en concurrence avec le Canada, ont très rapidement mis en place leur chaîne d'approvisionnement. En fait, le gouvernement australien dit qu'il a l'intention de se connecter à ce qui est essentiellement la nouvelle chaîne d'approvisionnement pour exploiter les éléments de terres rares.

Le gouvernement canadien et ce comité devraient se rappeler que, même si nous avons parlé de batteries, un véhicule a besoin de deux choses pour fonctionner: un moteur et une batterie. Nous nous sommes concentrés sur les batteries.

Chose intéressante, le Canada occupe une position très spéciale dans le secteur des aimants permanents. Nous avons un matériau que les États-Unis n'ont pas, les éléments de terres rares qui entrent dans la fabrication des aimants permanents des moteurs électriques. C'est une chose que j'aimerais vous rappeler à Ottawa. Nous avons quelque chose que les États-Unis n'ont pas et qui est capital pour le monde industrialisé. Nous devons veiller à l'exploiter.

M. Richard Cannings: Merci.

Si j'ai le temps...

Le président: Vous avez le temps, monsieur Cannings. Toutes mes excuses.

M. Richard Cannings: D'accord, je devrais peut-être attendre. Merci.

Le président: Nous reviendrons à vous.

Nous en sommes à la série de cinq minutes et nous commençons avec M. Patzer.

M. Jeremy Patzer (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Merci beaucoup.

Merci à tous d'être ici aujourd'hui.

Monsieur Fung, je vais revenir à vous pour quelques questions.

Vous parlez des minéraux critiques que nous avons ici au Canada et que les États-Unis n'ont pas. Ai-je raison de dire que nous ne produisons pas activement ces matériaux à l'heure actuelle?

M. Robert Fung: L'extraction se fait seulement à deux endroits hors de la Chine. Le premier endroit est en Australie. Le minerai australien est envoyé en Malaisie pour y être traité. Par la suite, il est renvoyé en Australie, puis les terres rares sont expédiées en Chine, où elles sont utilisées. Le deuxième endroit est aux États-Unis. Toutefois, fait intéressant, on n'y trouve pas tous les éléments des terres rares nécessaires pour fabriquer les aimants permanents qui entrent dans la composition des moteurs électriques. On n'y trouve qu'un ou deux de ces éléments. Au Canada, nous les avons tous, ce qui représente une occasion unique pour nous. Actuellement, nous sommes à la recherche du financement qu'il nous faudrait pour entreprendre la production.

• (1400)

M. Jeremy Patzer: En supposant que vous puissiez commencer les travaux aujourd'hui, combien de temps vous faudrait-il ? À quel moment votre mine ou vos installations seraient-elles en mesure de produire ces matières?

M. Robert Fung: Monsieur, si nous commençons aujourd'hui, nous serions en mesure de vendre des oxydes de terres rares sur les marchés en 2025.

M. Jeremy Patzer: Il nous faudrait de quatre à cinq ans environ pour tout faire, du début à la fin.

M. Robert Fung: C'est tout à fait exact, mais il n'y a pas que l'argent à prendre en considération. Il faut une mine et des installations de traitement, ce qui nécessite de la main-d'oeuvre spécialisée.

L'extraction minière est facile. Ce qui serait vraiment avantageux pour le Canada, ce sont les étapes du traitement et de la vente des éléments individuels des terres rares sur le marché. C'est à Bécancour, au Québec, que le gros de la valeur est ajouté au produit qui entre dans la chaîne d'approvisionnement.

À mon avis, si le monde industrialisé voyait que le Canada a sérieusement l'intention de produire des terres rares, les fabricants d'aimants permanents qui en ont besoin viendraient installer leurs usines très près de la source d'approvisionnement.

M. Jeremy Patzer: Y a-t-il lieu de s'inquiéter du problème de l'ingérence de la Chine, du Parti communiste chinois, dans le cas où des sociétés d'État chinoises essaieraient de s'installer au Canada pour garantir leur accès à ces minéraux cruciaux et mettraient ainsi en danger les intérêts du Canada?

M. Robert Fung: La Chine contrôle aujourd'hui de 75 à 80 % de ce marché. Elle possède les mines et les installations de traitement. Mieux encore, les Chinois ont eu l'intelligence de se doter des capacités de production du début à la fin de la chaîne d'approvisionnement, jusqu'à la fabrication des aimants permanents.

Nous serions capables de faire exactement la même chose au Canada. Le sous-sol de notre pays contient les matières nécessaires. Nous savons comment exploiter une mine. Nous avons la maîtrise

des procédés de traitement. Nous possédons le savoir-faire. D'ailleurs, Métaux Torngat est probablement la plus avancée des entreprises dans la course pour produire des terres rares hors de la Chine.

M. Jeremy Patzer: Monsieur Austin, c'est formidable qu'une autre personne de la Saskatchewan participe aux travaux de notre comité aujourd'hui. Merci beaucoup d'être présent.

Cameco est un bel exemple de réussite pour la Saskatchewan. Malheureusement, quelques mines ont été fermées au cours des dernières années. Par simple curiosité, j'aimerais savoir quelles sont les chances que ces mines reprennent leurs activités. Qu'est-ce qu'il faudrait faire pour que ce soit le cas?

M. Dale Austin: Dans le premier cas, celui de la mine de Cigar Lake, les activités reprendront dès que la situation résultant de la pandémie nous le permettra. La mine a été fermée l'année dernière et l'est demeurée cette année parce qu'on souhaitait empêcher la pandémie d'atteindre le Nord de la Saskatchewan. Nous ne voulions pas devenir par inadvertance un lieu de propagation du virus dans la population locale. Dès que la situation s'améliorera en ce qui concerne la pandémie, nous pourrions envisager la réouverture de la mine de Cigar Lake. Aucune décision n'est imminente au sujet de cette mine, mais elle sera la première à reprendre ses activités.

Quant à la mine de McArthur River, nous en avons interrompu l'exploitation en 2018 à cause de la baisse du prix de l'uranium. Pour que nous recommençons à y extraire du minerai, je vous dirais bien franchement qu'il faudra attendre que le prix de l'uranium augmente et que nous puissions signer des contrats à long terme avec des acheteurs. Nous voyons néanmoins la lumière poindre au bout du tunnel. Le cours de l'uranium aura été bas pendant longtemps, mais nous pensons que la situation s'améliorera à l'avenir.

• (1405)

Le président: Merci, monsieur Austin.

Merci, monsieur Patzer.

M. Jeremy Patzer: Merci.

Le président: Monsieur Sidhu, vous avez la parole pour cinq minutes.

M. Maninder Sidhu (Brampton-Est, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins d'être présents avec nous aujourd'hui.

Ma première question s'adresse à M. Bahar.

Vous dites que la BMO a remporté des prix et qu'elle est l'une des sociétés les plus durables au monde. Pourriez-vous passer en revue, pour notre comité, le portefeuille d'investissements durables de la BMO et, ce faisant, nous donner peut-être des exemples d'investissements dans des projets miniers semblables, un peu partout sur terre, tout en nous précisant les résultats de ces investissements?

M. Ilan Bahar: Je vous remercie de me poser cette question.

Pas plus tard que mercredi, la BMO a annoncé sa politique de carboneutralité, qui comprend un fonds axé sur le financement d'activités économiques durables. En outre, une partie des actifs gérés par la BMO est réservée pour des investissements visant à obtenir des effets bénéfiques sur le plan environnemental et social ainsi que sur le plan de la gouvernance. Malheureusement, je n'ai pas en main la liste des investissements faits par la BMO dans ces deux cadres, mais une partie des investissements de la BMO est certainement axée sur l'économie durable.

Le fonds associé à la politique de carboneutralité de la BMO est suivi de près par les marchés financiers. Il vient d'être créé et en est encore à ses débuts. Sa stratégie est en cours d'élaboration.

M. Maninder Sidhu: Je vous remercie.

Monsieur Fung, vous nous avez parlé de l'importance de pouvoir traiter la matière première au Canada. J'aimerais vraiment que vous nous donniez votre point de vue sur ce que font l'Australie, les États-Unis et les autres pays. Qu'est-ce qui fait hésiter l'industrie lorsqu'il est question de doter le Canada de la capacité de traitement? Je sais que ce n'est rien de nouveau, mais pourriez-vous nous donner votre point de vue là-dessus?

M. Robert Fung: Je tiens pour acquis que votre question porte strictement sur le sujet dont j'ai parlé, soit les terres rares. Essentiellement, lorsqu'un pays dominant comme la Chine a la mainmise sur une industrie et voit un compétiteur apparaître sur le marché, le principal problème à surmonter est la chute des cours que ce pays provoque, comme la Chine l'a déjà fait.

Dans le cas particulier des terres rares, si je peux m'exprimer ainsi, il y a quelque chose d'intéressant. À ce que j'ai pu comprendre en consultant les études faites par Ressources naturelles Canada, une fois que nous serons capables de produire les oxydes de terres rares à Bécancour, nous pourrions les utiliser pour fabriquer les alliages dont sont composés les aimants permanents. Or, cette fabrication est très semblable à ce que se fait dans le secteur de l'aluminium. Elle nécessite beaucoup d'énergie, et Hydro-Québec en a une abondance. Le procédé est très semblable.

Au Canada, nous devons faire comprendre au monde que nous avons l'intention de nous y mettre. Si le gouvernement du Canada annonçait notre intention de mettre en service, d'ici une date donnée, des installations de fabrication des oxydes de terres rares, l'industrie en tiendrait compte. À l'heure actuelle, l'industrie sait qu'elle n'a pas le choix et que la production se fait en Chine dans une proportion de 75 à 80 %. Elle cherche une autre source. Nous serions capables de devenir cette source. Nous avons, au Canada, la capacité exceptionnelle de faire quelque chose. Une occasion unique s'offre à nous, comme nous n'en reverrons pas de notre vivant. Nous pourrions occuper une position importante et avoir une certaine emprise sur un très gros marché.

M. Maninder Sidhu: Je vous remercie, monsieur Fung.

Monsieur le président, me permettriez-vous, je vous prie, de céder le temps qu'il me reste à M. McDonald?

Le président: Certainement.

Il vous reste un peu plus d'une minute.

M. Ken McDonald (Avalon, Lib.): Merci, monsieur Sidhu, pour votre gentillesse.

J'ai seulement une observation à faire rapidement et une question à poser à M. Merlini, de Vale.

Vous exploitez une mine au Labrador et une usine de traitement à Long Harbour, une localité de ma circonscription. J'ai visité votre usine et j'ai été ébloui par le travail qui s'y fait.

Pourriez-vous nous dire comment vous voyez l'avenir de cette usine et les retombées qu'elle a eues pour la région très rurale de ma circonscription où elle se trouve ainsi que pour les populations des environs?

M. Juan Merlini: Certainement. Je vous remercie pour cette question.

Pour ce qui est de nos activités minières, nous sommes en train d'investir pour exploiter une mine souterraine à Voisey's Bay. Il s'agit d'un investissement d'environ 1,6 milliard de dollars. La mine devrait être en service cette année. Cet investissement est très important pour que nous puissions continuer d'alimenter notre usine de Long Harbour en minerai. C'est une usine hydrométallurgique qui est très importante parce qu'elle produit du nickel très vert et du cobalt. Nous pourrions continuer de l'alimenter avec le minerai qui proviendra de nos mines souterraines, et elle produira pendant longtemps du nickel et du cobalt à partir du minerai que nous extrayons là-bas. Voilà ce que nous prévoyons faire, et nous continuerons de chercher d'autres gisements à exploiter pour alimenter notre usine de Long Harbour.

• (1410)

Le président: Merci.

M. Ken McDonald: Merci.

The Chair: Merci, monsieur McDonald.

La parole est maintenant à M. Simard pour deux minutes et demie.

[Français]

M. Mario Simard: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Fung, je veux juste m'assurer que vous m'entendez bien au moyen de l'interprétation.

[Traduction]

M. Robert Fung: Oui, je l'entends bien.

[Français]

M. Mario Simard: Je vous ai écouté attentivement et vous avez piqué ma curiosité avec cette idée d'oxydes de terres rares. Si je comprends bien, par un procédé semblable à celui de l'électrolyse dans le secteur de l'aluminium, on arrive à produire des aimants permanents. Ma crainte est la suivante: souvent, si un pays est le seul à avoir ce type d'oxydes de terres rares, cette matière est extraite et envoyée dans d'autres pays pour y être exploitée.

Il y a quelque temps, un témoin nous a dit qu'il serait important de mettre en place une réserve de minéraux critiques pour que, dans la chaîne d'approvisionnement, leur exploitation se fasse ici, au Québec ou au Canada.

J'aimerais avoir vos commentaires sur ce potentiel particulier des oxydes de terres rares et la possibilité de produire ces aimants permanents.

[Traduction]

M. Robert Fung: Je suis très heureux que vous me posiez cette question. C'est exactement ce que nous voudrions faire.

Il serait possible de produire des oxydes de terres rares à Bécancour, au Québec, puis de les vendre. Toutefois, si nous nous arrêtons là, tandis que, d'autres pays ou d'autres endroits ont la capacité de prolonger ce que j'appelle la chaîne de valeurs...

Je suis d'avis que nous ne devrions pas vendre les oxydes de terres rares qui seront produits à Bécancour, au Québec, mais plutôt nous en servir pour produire les aimants. Puis, nous devrions utiliser ces aimants autant que possible pour produire des moteurs électriques au Québec et les vendre dans le monde entier.

Voilà ce que je pense de la question. Plus nous irons loin dans la transformation, mieux ce sera pour nous. Je peux vous dire bien franchement que je ne suis pas pour l'idée de produire des oxydes de terres rares et de les vendre un peu partout sur les marchés mondiaux. Je voudrais que nous nous en servions dans la mesure du possible pour fabriquer d'autres produits au Canada.

[Français]

M. Mario Simard: Je vous remercie, monsieur Fung. Il ne me reste peut-être pas beaucoup de temps, mais j'aimerais...

[Traduction]

Le président: Monsieur Simard, il ne vous reste qu'une vingtaine de secondes pour une question et une réponse.

[Français]

M. Mario Simard: Si vous en avez la possibilité, monsieur Fung, j'aimerais bien que vous fassiez suivre de la documentation à nos analystes. J'aimerais creuser cette question.

Je vous remercie de votre témoignage.

[Traduction]

Le président: Merci, monsieur Simard.

Monsieur Cannings, vous avez la parole.

M. Richard Cannings: Merci.

Je vais m'adresser à M. Bahar.

Il a beaucoup été question des métaux des terres rares, mais il me semble que lorsqu'il est question de l'électrification de l'ensemble de notre système énergétique, l'un des éléments dont nous devons parler, c'est le cuivre. Si nous voulons transporter cette électricité, nous aurons besoin de beaucoup de fils.

Je me demande si vous pourriez nous parler un peu des possibilités qui s'offrent au Canada pour ce qui est du cuivre. Je sais que ma circonscription s'est bâtie il y a 100 ans grâce à l'exploitation du cuivre. Il existe encore de grandes mines à proximité de ma circonscription.

Pourriez-vous nous parler du cuivre, des possibilités qui s'offrent à nous et de ce que nous pouvons faire sur ce plan?

M. Ilan Bahar: Avec plaisir.

Je suis tout à fait d'accord avec vous. Le cuivre est essentiel à cette transition. On n'a qu'à penser aux bornes de recharge et des besoins en cuivre pour le fonctionnement des véhicules électriques. Au Canada, nous possédons d'excellentes compétences dans ce domaine. Nous avons de nombreuses mines dans diverses provinces. Le Canada est un important producteur.

M. Merlini a parlé de la production de cuivre de Vale. Nous avons des mines dans l'Ouest et dans l'ensemble du pays. De plus, beaucoup de petites sociétés cherchent du financement pour l'exploration minière ou le développement minier.

Nous avons assurément d'excellentes compétences. Je pense que les marchés financiers sont en harmonie avec les entreprises de métaux de base. Il est clair que les besoins augmenteront dans le monde, et nous sommes en bonne position pour les combler.

• (1415)

M. Richard Cannings: Dans la même veine, sur le plan de la mise en valeur de nouvelles mines, d'autres témoins et vous-même avez parlé d'une plus grande clarté et d'une plus grande efficacité

pour faire avancer ces projets. Plusieurs personnes ont mentionné le rôle des Autochtones dans l'industrie minière.

J'aimerais que vous nous disiez si, selon vous, la mise en œuvre des principes de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones pourrait apporter une certaine clarté dans l'industrie et nous aider à cet égard.

M. Ilan Bahar: Évidemment, un certain nombre de facteurs concurrents sont en jeu. Les marchés financiers aiment les processus simplifiés et aiment que les investissements permettent de passer de l'exploration minière à la mise en valeur et à l'exploitation de mines. C'est certainement ce qu'aiment voir les investisseurs.

Le gouvernement doit forcément soupeser de nombreux facteurs pour permettre le développement minier et il doit veiller à ce qu'on tienne compte de ces facteurs comme il se doit tout en satisfaisant les besoins des investisseurs.

Il y a un équilibre à établir. Pour nous, comme je l'ai dit au début, toute mesure pouvant simplifier les processus est constructive et positive pour les chaînes d'approvisionnement au Canada.

Le président: Merci, monsieur Cannings.

C'est au tour de M. Lloyd, pour cinq minutes.

M. Dane Lloyd (Sturgeon River—Parkland, PCC): Merci, monsieur le président.

Cette question s'adresse surtout à M. Fung, de Torngat.

Vous avez parlé de dirigeables et de choses de ce genre. C'est bien beau de faire approuver un projet de mines, c'est bien beau de mettre en branle la production, mais si nous n'avons pas de chaînes d'approvisionnement pour relier ces mines — dont bon nombre sont situées dans des régions éloignées — aux réseaux, alors nous ne pourrions pas obtenir la production et la croissance qu'il nous faut.

Je signale que le gouvernement de la Chine, avec son initiative « La Ceinture et la Route », ainsi que les gouvernements de nombreux autres pays investissent des sommes considérables dans les infrastructures. Ils se disent en quelque sorte que s'ils construisent les infrastructures, les entreprises viendront.

J'aimerais que vous nous parliez des forces et des faiblesses du Canada sur le plan du soutien au secteur minier grâce à l'infrastructure.

M. Robert Fung: D'abord, je ne parlerai pas de l'ensemble du secteur minier, mais plutôt des terres rares.

Le problème concernant la situation des terres rares, c'est que des pays comme la Chine contrôlent une si grande proportion de l'approvisionnement mondial qu'ils peuvent faire monter et descendre les prix de ces produits à leur guise, comme ils l'ont fait en 2011. Ils peuvent transformer ce qui est essentiellement une entité rentable en une entité déficitaire. Voilà pourquoi il faut que le gouvernement intervienne aux côtés des investisseurs et qu'il dise aux acteurs du marché qu'il comprend ce qui se passe et qu'il va s'impliquer. Nous pourrions produire les oxydes de terres rares qui sont nécessaires pour fabriquer les aimants permanents des moteurs électriques. Lorsque le gouvernement donnera un coup de main aux investisseurs privés pour ce faire, alors les acteurs du marché interviendront.

Ce qui préoccupe les entreprises, c'est que lorsqu'un pays comme la Chine contrôle une si grande partie de ce marché, il peut faire monter et descendre les prix à sa guise. C'est le problème qui se pose avec les métaux des terres rares, mais d'après ce que je comprends, ce n'est pas un problème qui touche l'ensemble du secteur minier.

M. Dane Lloyd: Alors, la manipulation des prix des terres rares déstabilise l'investissement dans cette industrie. Selon vous, se sert-on de cela comme d'un outil stratégique afin d'empêcher les autres pays de développer leurs propres industries minières pour les terres rares?

M. Robert Fung: Je ne ferai pas de commentaire sur le fait qu'on l'utilise comme un outil stratégique. Permettez-moi de vous présenter une façon dont le gouvernement du Canada pourrait voir les choses.

Pensons, disons, à un triangle. Il y a des billions de dollars de l'industrie qui dorment en un point précis. Lequel? C'est littéralement l'élément essentiel à toutes les industries technologiques. Ce sont les terres rares. Il se trouve que nous en avons ici, au pays. Voilà pourquoi j'implore le gouvernement du Canada de ne pas rater cette occasion.

Ce n'est pas quelque chose que font tous les pays. Outre la Chine, il y a le Canada et l'Australie. Les Australiens ont pris les devants. Ils ont peut-être un an ou deux d'avance sur nous. Nous avons la capacité d'agir dès maintenant, car nous sommes tout juste à côté du plus important marché. Si le gouvernement du Canada intervient, par exemple avec Torngat, et s'il dit aux entreprises qu'il va fournir cette matière première d'ici 2025-2026, ou quel que soit l'échéancier que vous aurez fixé, l'industrie en tiendra compte et agira.

• (1420)

M. Dane Lloyd: Vous abordez un point très important. Vous parlez d'un point de vue économique de ce pilier très important, les métaux des terres rares. J'aimerais que vous nous en parliez du point de vue de la sécurité nationale. Nous sommes le comité des ressources naturelles, mais nous savons que l'accès à ces minéraux est crucial pour notre sécurité nationale et celle des pays qui sont nos alliés, en particulier au sein de l'OTAN.

Pourriez-vous nous expliquer dans quelle mesure le fait de ne pas prendre les mesures qui s'imposent pourrait nuire à notre sécurité nationale?

M. Robert Fung: C'est le tableau que j'ai tenté de brosser pour vous d'une manière, disons, trop subliminale. Comme je le disais, pensons à toutes ces industries qui attendent cette occasion précise qu'offrirait l'industrie des terres rares, qui est contrôlée aujourd'hui par la Chine. Nous avons la possibilité, au Canada, d'intervenir et de saisir cette occasion, et ce, tout juste à côté de la grande puissance économique qui se trouve au sud de la frontière.

Du point de vue de la sécurité nationale, j'aimerais rappeler au Comité qu'il y a environ un an, quand nous avions de la difficulté à trouver de l'équipement de protection individuelle et que nous cherchions à en obtenir au sud de la frontière, nous avons dû tout lancer sur la table. Nous avons dû mettre tous nos jetons sur la table pour nous assurer d'obtenir cet équipement de protection individuelle. Les jetons dont nous parlons aujourd'hui sont extrêmement importants.

C'est à cela que je vous demande humblement de réfléchir.

Le président: Merci, monsieur Fung.

M. Dane Lloyd: Merci.

Le président: Merci, monsieur Lloyd.

C'est au tour de M. May, pour cinq minutes.

M. Bryan May (Cambridge, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je tiens encore une fois à remercier tous les témoins de prendre le temps de nous aider dans notre étude aujourd'hui.

Mes questions s'adresseront également à M. Fung.

Je suis le député de la circonscription de Cambridge, et la société Toyota Motor Manufacturing Canada se trouve littéralement dans notre cour. L'idée de fabriquer des produits pour nos besoins futurs et de nous assurer d'avoir le nécessaire sur le plan de la chaîne d'approvisionnement m'interpelle beaucoup depuis le début de cette session.

Je vous suis reconnaissant d'avoir parlé, dans votre déclaration préliminaire, non seulement de l'approche visant à contrôler la chaîne d'approvisionnement, mais aussi des moyens que vous utilisez pour le faire et des initiatives environnementales que votre entreprise entreprend activement pour déplacer les produits. Je tenais simplement à vous en remercier.

Cela m'a beaucoup intéressé. Je ne savais pas si quelqu'un reviendrait sur la question des batteries, et je suis très heureux qu'il en ait été beaucoup question — excusez-moi, pas les batteries, mais les aimants —, parce que nous avons souvent parlé ici, au Comité, du besoin d'éléments des terres rares pour ce qui est des batteries, mais pas autant pour d'autres pièces des véhicules électriques.

Je me demande si vous connaissez d'autres composantes, mis à part les aimants, pour lesquelles les éléments des terres rares sont utilisés.

M. Robert Fung: Les éléments des terres rares sont utilisés dans littéralement... Il n'y a rien dans la nouvelle industrie qui ne nécessite pas de terres rares. On n'a qu'à regarder autour de nous. Ils sont dans tous les appareils technologiques, que ce soit dans les écrans de télévision, pour les rendre plus clairs... Toutefois, si nous voulons vraiment une économie à faibles émissions de carbone... Comme je le disais, il y a le carburant et il y a l'électricité; donc, les aimants permanents... Presque tout nécessite un moteur électrique, tout ce à quoi nous pouvons penser, que ce soit sur le plan de la capacité de défense, du transport ou des choses que nous utilisons normalement dans notre foyer. Tout cela nécessite un moteur électrique, et celui qui est le plus efficace, c'est le moteur électrique à aimant permanent.

• (1425)

M. Bryan May: Ce n'est peut-être pas à vous que je devrais poser la question, mais savez-vous si ces composantes peuvent être recyclées?

M. Robert Fung: Je crois que plusieurs de ces composantes peuvent être recyclées. C'est d'ailleurs une chose que les Américains tentent de faire.

Or, dans le cas de Torngat, notre processus incorpore en fait les deux éléments, soit l'exploitation minière et le recyclage. Le recyclage ne représente qu'une petite partie du processus, mais la chaîne de production se servira des matériaux recyclés.

M. Bryan May: Je pense que le recyclage est appelé à prendre beaucoup plus de place, si j'ose m'avancer. Au fur et à mesure que les véhicules électriques seront plus nombreux sur les routes, par exemple, la nécessité de gérer leur fin de vie se fera critique. De plus, le marché de la « revente » sera très différent si les batteries ne peuvent pas être échangées, recyclées ou remplacées.

Il ne me reste pas beaucoup de temps de parole, mais je crois avoir encore environ une minute, si je ne me trompe pas.

Je dois dire que vous avez présenté des recommandations très solides dans votre exposé. L'une d'entre elles — je crois que c'était la première — incluait une échéance. Pourriez-vous nous dire ce que vous considérez comme une échéance raisonnable que le gouvernement devrait respecter pour montrer son engagement dans ce dossier?

M. Robert Fung: Je dirais dans les trois prochains mois. Vous y travaillez depuis un bon moment.

M. Bryan May: Si rapidement?

M. Robert Fung: Tout à fait, oui.

M. Bryan May: Très rapidement. Plus tôt que tard.

M. Robert Fung: Absolument.

M. Bryan May: D'accord, je comprends.

Quelle serait la première étape à franchir?

M. Robert Fung: Bien, essentiellement, en ce qui concerne comment vous... Il faut d'abord établir la structure d'investissements et assurer l'accès à certains mécanismes de financement. Le problème, c'est que nous avons passé en revue je ne sais combien de fonds qui ont été offerts, mais aucun programme n'est accessible au secteur des minéraux issus des terres rares. C'est quelque chose qui doit être fait dès maintenant.

M. Bryan May: Merci, monsieur Fung.

Le président: Merci, monsieur May. Vous avez terminé juste à temps, et je vous en suis reconnaissant.

La parole est maintenant à Mme Falk, qui dispose de cinq minutes.

Mme Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster, PCC): Merci, monsieur le président, et merci au Comité de m'accueillir aujourd'hui.

Je me réjouis de la participation de M. Austin. Il est agréable de voir un peu de la Saskatchewan à Ottawa. J'en suis heureuse. Je suis dans le côté ouest de la province. J'ai rencontré beaucoup de gens qui travaillent à Cigar Lake, qui font régulièrement le trajet aller-retour.

Des entreprises ont parfois mauvaise presse, et c'est particulièrement vrai dans votre secteur. Il est formidable d'entendre que votre entreprise se soucie suffisamment des gens du Nord de la Saskatchewan pour suspendre temporairement la production afin d'assurer leur sécurité en cette période. Je tiens à saluer cette décision. Parfois, on ne reconnaît pas assez tout ce que vous faites à ce sujet.

Il a été beaucoup question d'exploration, de développement, de production et de raffinage. Les Canadiens ont un vaste savoir-faire. Nous avons les compétences, le talent, la capacité et la main-d'œuvre pour faire une grande partie du travail ici, au Canada.

Selon l'Association minière du Canada, les femmes ne représentaient que 15 % de la main-d'œuvre en 2018, et cette proportion a en fait diminué par rapport à 2011.

L'un d'entre vous peut-il expliquer cette situation? Pourquoi observe-t-on une baisse? Bien évidemment, c'était avant la COVID-19, en 2018. Pourquoi y a-t-il eu une baisse du nombre de femmes au sein de la main-d'œuvre minière?

Quelqu'un veut-il répondre à cette question?

Le président: Y a-t-il un volontaire?

Pourriez-vous choisir un intervenant?

Mme Rosemarie Falk: Allons-y avec M. Austin comme il est en Saskatchewan.

M. Dale Austin: Je tiens d'abord à vous remercier pour les bons mots sur Cameco.

Je dois admettre que la question ne relève pas de mon domaine d'expertise. Je ne voudrais pas induire en erreur le Comité. C'est avec plaisir que je lui ferai parvenir de l'information sur les femmes qui sont mineuses ou qui occupent d'autres postes au sein de Cameco. Je n'ai pas cette information aujourd'hui.

• (1430)

Mme Rosemarie Falk: Merci beaucoup de votre honnêteté et de votre volonté de fournir cette information au Comité.

M. Cannings a parlé de la participation des Autochtones. De façon similaire, il est aussi important de veiller à la participation des femmes dans certains de ces secteurs non traditionnels. Il ne s'agit pas nécessairement de porter le casque et de travailler sur le terrain. Je pense également à des postes de gestion et de travail de bureau.

Monsieur Austin, Cameco a-t-elle relevé des incohérences dans les obligations réglementaires visant les nouveaux projets? Est-ce que vous avez des projets à l'étape du développement ou de l'exploration?

M. Dale Austin: Ce n'est pas le cas récemment. La mine de Cigar Lake est la dernière que nous avons lancée, ce qui remonte à un certain nombre d'années. Nous n'avons pas encore eu l'occasion de présenter un projet dans le cadre du nouveau processus réglementaire. Tant que nous ne l'aurons pas fait, je ne peux pas vraiment répondre à la question.

Nous œuvrons dans un secteur fortement réglementé. Nous travaillons régulièrement avec la Commission canadienne de sûreté nucléaire. En ce qui concerne le processus de réglementation environnementale, nous n'en avons pas fait l'expérience dernièrement.

Mme Rosemarie Falk: Les faibles cours de l'uranium dont vous avez parlé plus tôt expliquent-ils le fait que vous n'avez pas présenté de demande?

M. Dale Austin: Les conditions du marché y sont pour beaucoup. Le faible prix de l'uranium a certainement une incidence sur notre volonté de présenter des demandes et d'envisager de nouveaux projets.

Mme Rosemarie Falk: Parfait.

Merci.

Le président: Merci, madame Falk. Vous avez terminé juste à temps, ce qui facilite toujours les choses.

Monsieur Lefebvre, vous avez cinq minutes.

M. Paul Lefebvre: Merci, monsieur le président.

Je remercie encore une fois les témoins d'être ici aujourd'hui. Comme je l'ai déjà dit, c'est un sujet qui me tient à cœur étant donné que je vis dans la capitale mondiale du nickel. Nous considérons aussi que nous sommes la capitale mondiale de l'innovation minière.

Avant de poser des questions aux représentants de Vale, j'aimerais me tourner vers M. Fung, qui a abondamment parlé de la Chine et du rôle qu'elle joue. Le défi, c'est que l'économie de la Chine ne ressemble pas à celle du Canada. Nous avons une économie de marché alors que la Chine a une économie dirigée par l'État. Là-bas, il est possible de choisir la voie à suivre et d'essentiellement axer tous les efforts et les mesures de contrôle sur les marchés nationaux.

Cela dit, vous avez également parlé de l'importance du multilatéralisme avec l'Australie, les États-Unis et l'Union européenne. Selon vous, où en sommes-nous dans ce dossier et quels efforts supplémentaires pourrions-nous déployer?

M. Robert Fung: La question est vraiment complexe. À mon avis, la première chose que nous avons faite a été de reconnaître qu'il y a un problème. Comment avons-nous pu nous retrouver dans cette position et permettre à un État de contrôler une grande partie d'un produit qui est essentiel à tous les pays? La première chose que nous avons faite a été de reconnaître qu'il y a un problème.

La deuxième chose que nous faisons — et je pense que c'est approprié —, c'est de tenter d'établir une stratégie pour déterminer qui détient quels minéraux, et dans quels marchés, en plus de définir nos forces et nos faiblesses. Nous savons quels sont les marchés où la demande est forte. Le premier est celui des États-Unis. Le deuxième est essentiellement celui de l'Union européenne. Par la suite, on peut choisir à peu près n'importe quel marché.

Une grande partie de la fabrication aujourd'hui, en particulier en ce qui concerne le sujet dont je parle précisément, soit la fabrication de moteurs électriques... Essentiellement, la majeure partie est faite dans l'Est. Les États-Unis ont reconnu leur vulnérabilité. Les Européens ont fait de même. Ils commencent à mettre en place de nouvelles chaînes d'approvisionnement. Ces conversations multilatérales ont lieu en ce moment.

Ce que j'essaie de souligner, c'est que le Canada a une occasion tout à fait unique dans ce paysage. C'est sur ce point que nous devons nous concentrer.

• (1435)

M. Paul Lefebvre: Merci de votre réponse.

Madame Concepcion ou monsieur Merlini, je pourrais peut-être vous demander aussi votre opinion sur le sujet. Votre entreprise est internationale. Vous avez des actifs non seulement au Canada, mais également partout dans le monde. Comment voyez-vous ces forces du marché? Dans ma première intervention, j'ai parlé d'une solution purement canadienne. Le fait d'avoir toute la chaîne ici serait l'idéal d'un point de vue canadien. Toutefois, dans le contexte du marché, ce n'est pas toujours le cas en raison des forces qui y sont présentes et bien sûr du multilatéralisme qui entre en jeu.

Selon votre expérience, comme vous faites partie d'une entreprise internationale, comment envisagez-vous le développement des secteurs du nickel, du cobalt et du cuivre dans le cadre de l'établissement de cette chaîne à valeur ajoutée? Selon vous, quels défis

et quelles occasions se présentent à nous compte tenu de la structure mondiale actuelle et de la situation géopolitique?

M. Juan Merlini: Merci de la question, monsieur Lefebvre.

Oui, il se passe beaucoup de choses dans les différentes régions du monde. Par exemple, le Royaume-Uni est en train de mettre en place un pôle de production de batteries. Le gouvernement britannique offre un important soutien pour stimuler cette industrie.

M. Paul Lefebvre: Permettez-moi de vous interrompre un instant.

Combien de minéraux et de métaux le Royaume-Uni peut-il extraire sur son territoire pour produire ces batteries?

M. Juan Merlini: Il y en a très, très peu.

M. Paul Lefebvre: Merci. C'est ce que je pensais.

M. Juan Merlini: C'est le point que nous défendons. La question n'est pas de favoriser le développement d'un pôle de fabrication des batteries là-bas. Il faut se demander: qu'en est-il des étapes en amont du processus? L'Indonésie est un autre très bon exemple, et la plupart d'entre vous en ont entendu parler. Le gouvernement indonésien offre des mesures de soutien généreuses, comme son territoire a d'énormes réserves de nickel, lequel fait concurrence au nickel canadien, et tout un programme d'investissement dans la chaîne d'approvisionnement pour la production de véhicules électriques.

Oui, c'est quelque chose que nous observons. Je pense que la tendance se maintiendra alors que les chaînes d'approvisionnement deviendront plus critiques pour l'industrie automobile.

Le président: Merci, monsieur Lefebvre.

M. Paul Lefebvre: Je pourrais parler encore longuement, mais je tiens surtout, encore une fois, à remercier les témoins pour leur apport.

Merci.

Le président: Monsieur Simard, la parole est à vous pour deux minutes et demie, s'il-vous-plaît.

[Français]

M. Mario Simard: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Fung, je sais que nous vous avons beaucoup sollicité aujourd'hui. Je m'en excuse, mais je vais le faire de nouveau.

Vous savez peut-être qu'aux États-Unis, en application d'une loi, l'aluminium relève de la sécurité nationale. Les États-Unis s'approvisionnent donc généralement au Canada, en particulier au Québec, en matière d'aluminium.

Tout à l'heure, quand vous m'avez parlé de ces fameux oxydes de terres rares et des aimants permanents, j'ai soulevé une question qui avait déjà été posée lors de notre première séance et qui est liée à la mise en place de réserves de terres rares et de minéraux critiques au Canada.

Le gouvernement ne devrait-il pas veiller à ce qu'une portion assez importante de ces types de ressources naturelles reste au Canada et soit exploitée ici? Devrions-nous avoir des lois en ce sens, d'après vous?

[Traduction]

M. Robert Fung: C'est une question complexe.

Il faut essentiellement établir un équilibre entre trois aspects. Premièrement, il faut déterminer la pertinence de laisser la ressource dans le sol ou non. Deuxièmement, il faut essayer de prévoir comment les marchés vont réagir, par exemple, en se demandant s'il y aura d'autres sources d'approvisionnement. Troisièmement, il faut tenir compte des marchés financiers parce que, si le marché global doit relever trop d'obstacles réglementaires, les marchés financiers considèrent que c'est un point négatif. C'est un équilibre très précaire, toutefois, je pense que nous avons démontré notre capacité à bien le gérer.

[Français]

M. Mario Simard: Je vous remercie.

Nous savons que les États-Unis vont réintégrer l'Accord de Paris.

Par ailleurs, vous m'avez parlé tout à l'heure des aimants permanents et de la façon dont nous pourrions développer ce secteur.

J'ai l'impression que, en matière d'électrification des transports, les États-Unis pourraient être plus enclins à s'approvisionner au Canada plutôt qu'en Chine. Comme la Chine est un gros joueur, ne devrions-nous pas voir là une occasion, au Canada, de développer ce créneau? Pour ce faire, il faut toutefois s'assurer d'avoir la ressource. C'est en ce sens que je vous dis cela.

À votre avis, ma réflexion est-elle valable?

• (1440)

[Traduction]

M. Robert Fung: Nous avons accès à cette ressource et la plus grande part du marché se trouve principalement au sud de notre frontière. Du point de vue de notre développement stratégique global avec ce marché, il s'agit d'un autre aspect à tenir compte dans l'équation. Comment le développer? À quelle vitesse? Quelle proportion du produit final devrions-nous conserver ici, au Canada?

Je pense qu'il serait bon de miser sur une main-d'œuvre hautement qualifiée pour que nous puissions développer une grande part du produit final ici même, au Canada.

Le président: Merci, monsieur Simard.

Monsieur Cannings, la parole est à vous.

M. Richard Cannings: Merci.

Je vais revenir sur la question que j'ai posée précédemment à M. Bahar et je la poserai également, à peu de différences près, à M. Merlini.

Vale est une grande société et ses activités sont réparties partout dans le monde. Dans votre témoignage, vous avez parlé du besoin d'avoir plus de certitude.

Je m'inquiète à propos de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Le gouvernement fédéral commence à prendre des mesures pour la mettre en application et la Colombie-Britannique a adopté une loi à cet effet. Cette situation découle en partie de certains projets d'extraction minière qui ont été désastreux et qui ont eu de graves répercussions sur les peuples autochtones. Je pourrais donner l'exemple de la mine Giant, à Yellowknife.

Certains projets de développement minier ont connu des difficultés en raison de longs délais, car ils avaient été mis en branle sans le consentement éclairé des peuples autochtones. Croyez-vous que la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autoch-

tones pourrait contribuer à accroître la certitude pour les investisseurs et les promoteurs des projets miniers et à réaliser des progrès plus rapidement?

M. Juan Merlini: Oui, je crois que l'industrie minière vit actuellement une grande transformation et tout porte à croire que le respect des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance deviendra une obligation. Que les enjeux sociaux, représentés sous la lettre « S », soient intégrés dans les opérations des diverses entreprises est un engagement que Vale Canada prend très au sérieux. Je crois que le respect des enjeux sociaux sera l'enjeu qui permettra de faire la distinction entre les compagnies du secteur minier.

Nous progressons vers un partenariat avec les communautés autochtones, surtout dans le cadre de nos activités à la baie Voisey, ce qui signifie que de plus en plus de nos employés proviendront de ces communautés. Nous avons collaboré pour aider les communautés à acquérir les compétences requises. À titre d'exemple, à la baie Voisey, 43 % de nos travailleurs sont des Autochtones.

C'est plus que de simples paroles. Il s'agit d'un engagement que toute l'industrie doit mettre en pratique, et Vale prend cet engagement au sérieux.

J'aimerais commenter très brièvement un point.

Le président: Je vous prie d'être très bref.

M. Juan Merlini: Mme Falk a mentionné le nombre de femmes dans le secteur minier. Je tiens à préciser que Vale se situe à l'opposé, car le nombre de femmes dans notre main-d'œuvre a augmenté de 20 % en 2020. Nous avons offert de la formation technique à plus de 500 nouvelles employées dans des fonctions opérationnelles. Vale a aussi très à cœur de miser sur le développement et l'innovation, ayant connu en 2020 des résultats à l'opposé des tendances de l'industrie.

Le président: Merci, monsieur Cannings.

Je tiens à dire aux membres du comité qu'il est 14 h 44. Nous devons clore la séance à 14 h 45.

Nous devons nous occuper de certaines tâches liées aux travaux du Comité et une période de 15 minutes est prévue à cet effet. Toutefois, nous aurons probablement terminé plus tôt. Il reste les témoignages de MM. McLean et Sidhu, et je suis prêt à les entendre. Je pourrais interrompre le témoignage de M. Sidhu si les participants le souhaitent. Ce qui signifie que nous pourrions terminer cette ronde de questions pour procéder aux affaires du Comité, mais la réunion risque de se terminer seulement à 15 h 10, si vous n'y voyez aucun inconvénient.

Je n'entends pas d'objections.

• (1445)

M. Greg McLean: Je suis d'accord avec cette idée.

Le président: Bon, d'accord.

Monsieur McLean, la parole est à vous.

M. Greg McLean: Merci, monsieur le président.

Ma vidéo ne s'allume pas. On dirait qu'il y a soudainement un problème avec mon ordinateur et il n'active pas ma caméra...

Le président: Nous savons que c'est bien vous.

M. Greg McLean: Effectivement, c'est bien moi.

J'ai plusieurs questions à poser.

J'aimerais commencer avec M. Austin, de Cameco.

Monsieur Austin, pourriez-vous nous dire quelle proportion de votre production est acheminée vers les marchés de l'Asie? Je vous prie de ventiler les données.

M. Dale Austin: Certainement. Nos principaux marchés asiatiques sont la Corée du Sud, le Japon et la Chine. J'estime qu'environ 25 % de nos ventes sont destinées à ces marchés.

M. Greg McLean: En ventilant les données pour chacun de ces pays, quelle est la proportion pour la Corée du Sud, le Japon et la Chine?

M. Dale Austin: En ce qui concerne la Corée du Sud, le Japon et la Chine, les proportions sont d'environ 14 % pour le Japon, de 10 % pour la Chine et, approximativement, de 5 à 10 % pour la Corée du Sud.

M. Greg McLean: Si l'on parle de vos perspectives de croissance, de ce que vous prévoyez après le redémarrage des installations du lac McClean et de la rivière McArthur, à quels marchés pensez-vous que ces productions seront destinées?

M. Dale Austin: Les États-Unis demeurent notre principal client avec une proportion d'environ 30 %. Ils possèdent le plus grand nombre de réacteurs en activité parmi tous les pays du monde à l'heure actuelle. Honnêtement, les meilleures perspectives de croissance sont liées aux marchés de la Chine et de l'Inde. Ces deux pays ont annoncé d'importants programmes d'augmentation de la puissance nucléaire. Cela correspond à la tendance des marchés.

M. Greg McLean: La majorité de vos concurrents qui exploitent des mines en Saskatchewan, la région où se trouve votre ressource... combien sont-ils? Constatez-vous des entités chinoises ou financées par la Chine parmi vos concurrents?

M. Dale Austin: C'est une très bonne question. Je sais qu'ils recherchent activement des possibilités de faire des affaires dans cette région. Il y a des enjeux relatifs aux investissements étrangers, donc je ne saurais quoi vous dire pour l'instant.

M. Greg McLean: Ils recherchent activement. Quand ces sociétés sont établies en Saskatchewan, est-ce que la production va directement au propriétaire ou est-ce qu'elle est écoulée sur les marchés?

M. Dale Austin: Cela dépend des ententes en matière de soutien qui ont été conclues entre les parties. Je ne pourrais pas vous répondre. Nous n'avons pas la possibilité de faire ces vérifications.

M. Greg McLean: D'accord, merci.

Monsieur Fung, ma prochaine question est pour vous.

J'apprécie votre compétence à nous expliquer la différence entre le stockage de piles, qui est en fait le stockage de l'énergie dans les piles, alors que ce dont vous nous avez parlé est l'énergie électromagnétique. Il s'agit d'un concept très différent que les piles des véhicules électriques. C'est très important de faire la distinction.

Si votre entreprise se tourne vers un moteur qui génère une puissance électromagnétique, combien pourriez-vous produire à partir d'une mine comme la vôtre, ou n'importe quelle autre installation, en comparaison au concurrent principal, qui est la Chine à l'heure actuelle?

M. Robert Fung: Je ne pourrais pas vous répondre en ce qui concerne la Chine. Par contre, je peux vous dire qu'en tenant compte de toutes les ressources à l'extérieur de la Chine, des ressources disponibles dans notre mine que vous avez mentionnée, ou

dans notre zone minière dans le Nord du Québec, la quantité est plus grande que tous les autres projets combinés.

M. Greg McLean: D'accord.

Madame Concepcion, je pense que j'ai le temps de vous poser une question.

Pouvez-vous nous parler de l'approvisionnement pour les piles des véhicules électriques? Comme M. Brosseau l'a indiqué plus tôt, alors que les coûts vont augmenter en raison des limites de l'approvisionnement, pouvez-vous nous dire quelles sont les prévisions des coûts pour les principaux produits?

Mme Nancy Concepcion: Je vous remercie pour votre question.

Je ne pourrais pas vous donner des détails sur le coût de chacun des matériaux qui entrent dans la composition d'une pile. Je peux vous répondre à propos des coûts en général. Je ne suis pas certaine si c'est ce que vous me demandez.

Sur les marchés, on observe des fluctuations dans les matériaux en fonction de l'offre et de la demande, évidemment. Par contre, le coût global des piles est en baisse et les prix ont chuté.

M. Greg McLean: Je parle des coûts pour l'approvisionnement des métaux qui entrent dans la fabrication des piles dans le contexte où ils sont de plus en plus limités.

Mme Nancy Concepcion: Évidemment, le coût des matières premières varie en fonction des matières premières. Dans le cas du nickel, les coûts varient substantiellement selon le produit, sa qualité, sa provenance et le genre de milieu d'où il a été extrait. Les écarts peuvent être considérables.

Naturellement, les choses avancent et il y a lieu d'anticiper une fluctuation des coûts causée par une croissance de l'offre. Cela dépend en grande partie de la transformation qu'il faut apporter au produit, si celui-ci doit être transformé. Certains produits nécessitent plus de transformation que d'autres.

Ces coûts sont très variables. Si on se livre à des projections et que l'on anticipe un déficit important dans le marché, on s'attend bien entendu à une hausse du prix du produit. L'industrie veut assurer au marché la disponibilité du produit et en contrôler le prix afin d'éviter de faire fuir les fabricants d'équipement d'origine susceptibles d'investir dans de nouvelles technologies et le nickel.

Nous voulons faire en sorte que l'approvisionnement soit suffisant.

• (1450)

M. Greg McLean: Merci.

Le président: Merci, monsieur McLean.

C'est maintenant au tour de M. Sidhu, qui terminera la ronde de questions.

Si vous ne voulez pas utiliser pleinement les cinq minutes dont vous disposez, je suis certain que tout le monde en sera reconnaissant.

M. Maninder Sidhu: Pas de problème. Merci, monsieur le président.

Monsieur Bahar, vous n'avez pas eu l'occasion d'en dire long sur votre domaine. Quels types d'investissements le secteur privé doit-il faire dans l'industrie minière pour exploiter le plein potentiel des minéraux critiques?

Je vous invite à prendre plus de temps pour ajouter les points que vous n'avez pas pu aborder aujourd'hui.

M. Ilan Bahar: Merci de me poser une question ouverte. Je l'apprécie.

Je crois que nous avons de la chance. Nous sommes à un moment où tout le monde se rend compte de l'arrivée des véhicules électriques. Il ne fait aucun doute qu'ils sont là. Quand seront-ils adoptés? Diverses projections ont été formulées sur le moment exact où on adoptera les véhicules électriques dans différentes parties du monde, mais ça s'en vient. Nous en sommes tous conscients. Les marchés y sont attentifs. Les investisseurs savent que ça s'en vient. Ils savent qu'un bon rendement des produits de base devrait en découler et ils cherchent activement des occasions d'investir.

Je crois que le capital nécessaire, qu'il s'agisse de capital d'investisseurs institutionnels ou de fonds propres privés, est, généralement parlant, accessible au secteur. Au bout du compte, il s'agit d'investir dans les actifs les plus intéressants et d'investir dans les actifs dont l'équipe de gestion est véritablement en mesure de construire des mines.

Donc, pour répondre à votre question, je dirai que tous les éléments sont présents. Je crois que le capital existe. Il s'agit de susciter l'investissement. Comme je l'ai mentionné tout au long de mon intervention, il faut offrir autant que possible un système de réglementation le plus fiable et le plus transparent qui soit, pour que les investisseurs se sentent à l'aise de placer leur argent dans les projets.

J'espère avoir répondu à votre question. Comme je l'ai dit, je crois que le marché est conscient que c'est là, et les investisseurs sont impatients de faire fructifier leurs capitaux.

M. Maninder Sidhu: Merci, monsieur Bahar.

Monsieur le président, je profite de l'occasion pour remercier tous les témoins de leur présence aujourd'hui. Beaucoup d'idées ont été offertes et j'ai beaucoup appris.

Le président: Merci.

Oui, j'aimerais ajouter un mot. Ce fut une excellente réunion. Vous constatez que le temps nous manque constamment. Nous aurions pu poursuivre longtemps, mais nous sommes restreints par les limites de temps que nous avons. Nous remercions tous les témoins d'avoir pris le temps de partager avec nous leurs connaissances sur un sujet très important. Vous êtes libres de partir.

Je saurais gré aux autres participants de rester quelques minutes. Merci.

[Français]

M. Christian G. Brosseau: Je vous remercie beaucoup.

[Traduction]

Le président: Je veux parler de deux choses.

Tout d'abord, tout le monde devrait avoir reçu la semaine dernière la proposition budgétaire pour l'étude. Le montant est 4 350 \$, qui couvre essentiellement le coût des casques d'écoute et toute la technologie qui nous permet d'entendre les témoins sur Zoom. Ce n'est pas sorcier. Il n'y est pas question de nourriture, nous n'avons donc pas à discuter de choses aussi importantes, mais il nous faut approuver le budget.

À moins que quelqu'un ait une question, pourrions-nous tenir un vote à main levée?

M. Greg McLean: Ma main est levée.

• (1455)

Le président: Je m'apprêtais à dire: « Greg, je présume que votre main est levée. » Merci.

(La motion est adoptée)

Le président: D'accord, c'est parfait.

L'autre sujet que je voulais aborder aujourd'hui est notre horaire pour le prochain mois et demi, notamment parce qu'il y a plusieurs semaines de pause durant cette période, à partir de la semaine prochaine. À notre retour, le 22 mars, le ministre comparaitra devant le Comité afin de discuter du budget des dépenses. Ensuite, le vendredi 26 mars, nous recevrons un autre groupe d'experts dans le cadre de l'étude sur les minéraux critiques. Il est possible que j'ajoute des affaires à l'horaire après la réunion, pour des raisons que j'expliquerai dans un moment.

Il y a ensuite une pause de deux semaines. Notre retour est prévu le 12 avril. À l'heure actuelle, il s'agit de la dernière journée où nous entendrons des témoins dans le cadre de l'étude. Il n'y a pas encore d'autres études prévues. D'ici là, nous aurons reçu l'ébauche de rapport sur l'étude sur les forêts, que nous pouvons commencer à revoir le vendredi 16 avril. C'est déplaisant à dire — je peste contre moi-même —, mais je crois que nous aurons terminé ce travail le 16 avril ou, au plus tard, le lundi 19 avril.

La question est donc de savoir ce que nous ferons par la suite. Je propose que le sous-comité se réunisse, peut-être jeudi de la semaine prochaine, alors que nous serons en pause. Ainsi, M. Simard, M. Cannings, M. McLean, M. Lefebvre et moi-même pourrions alors examiner des propositions d'études. Je sais que certaines propositions ont été présentées, mais si certains en ont d'autres à l'esprit, je les invite à nous les faire parvenir d'ici le 18 mars. Le 18 mars, nous les passerons en revue et nous mettrons d'accord. Ensuite, durant la période réservée aux affaires du Comité lors de la réunion du 26 mars, j'espère que nous pourrions adopter le rapport, ce qui déterminera ce que nous ferons après le 19 avril. Cela donnera à tous amplement de temps pour élaborer une liste de témoins et permettra à la greffière et aux analystes de préparer tout le monde à la suite des travaux.

Voilà l'horaire pour les prochaines semaines. Ce n'est pas compliqué, mais il y a des manques à combler. J'ai jugé important de prendre de l'avance afin d'éviter de nous retrouver en avril à devoir planifier notre horaire à la dernière minute.

Y a-t-il des questions ou des observations là-dessus? Non.

Bien. J'ai parlé de cela à M. McLean un peu plus tôt et il m'a dit douter que nous ayons besoin de 15 minutes pour ce point. Il avait raison.

Avant que quiconque ne change d'idée, je vais vous remercier. Je vous souhaite un bon week-end et une bonne semaine. Je ferai parvenir un courriel aux membres du sous-comité au sujet de la réunion de jeudi prochain et nous verrons pour la suite.

Je conclus la réunion comme je l'ai commencée, en souhaitant à tous un joyeux Mois du patrimoine irlandais. Merci beaucoup.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>